

LA REVUE DE L'**INSTITUT** | THE **GRADUATE INSTITUTE** REVIEW

# GLOBE

N°6 Automne | Autumn 2010

| PROJET PORTAIL  
DES NATIONS  
| INTERNATIONAL  
DISPUTE  
SETTLEMENT



**THE GRADUATE INSTITUTE | GENEVA**

INSTITUT DE HAUTES ÉTUDES  
INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT  
GRADUATE INSTITUTE OF INTERNATIONAL  
AND DEVELOPMENT STUDIES



Editeur: Institut de hautes études internationales et du développement  
Responsable d'édition: Sophie Fleury, sophie.fleury@graduateinstitute.ch  
Traduction: Katharine Mann | Correction: Ling Perrelet, Nathalie Tanner  
Rédaction: Institut de hautes études internationales et du développement,  
CP 136, 1211 Genève 21 – Suisse Tél: +41 22 908 57 00 | <http://graduateinstitute.ch>

Photo couverture: OEM Images Green. Sami SARKIS | Etudiants de l'Institut, juin 2010. Eddy MOTTAZ

Conception et réalisation graphique: Bontron & Co | Impression: Courvoisier  
© The Graduate Institute, Geneva, Septembre 2010 | ISSN: 1662-8497

L'Institut et le développement   The Institute and Development	2
Partenariat avec la Fondation Pictet pour le développement	3
<b>DOSSIER   SPECIAL SECTION</b>	<b>5</b>
International Dispute Settlement	
Resolving Conflicts – <i>Gabrielle Kaufmann-Kohler</i>	6
Le règlement judiciaire des différends – <i>Marcelo Kohen</i>	8
La médiation internationale – <i>Nicolas Michel</i>	10
L'arbitrage commercial international – <i>Jean-Michel Jacquet</i>	12
Settling Economic Disputes: the WTO and WIPO Models – <i>Joost Pauwelyn; Miguel Burnier da Silveira</i>	14
<b>L'INVITÉ   THE GUEST</b>	<b>16</b>
Capitalism and the "Common Man" – <i>Barbara Harriss-White</i>	16
<b>ALUMNI</b>	
Une longue et riche carrière de professeur de droit et de praticien – <i>Pierre Lalive</i>	18
A Lifelong Passion for Human Rights – <i>Shin Hae Bong</i>	21
<b>LA VIE DE L'INSTITUT   INSTITUTE NEWS</b>	<b>22</b>
Les nouveaux professeurs   New Professors	22
Gareth Austin	
Timothy Swanson	
Emily Meierding	
Alessandro Monsutti	
Rahul Mukherjee	
New Fellows in-Residence	26
Global South Scholar-in-Residence Programme	27
Les départs   Departing Faculty	28
Michel Carton	
Urs Luterbacher	
Un fonds d'archives exceptionnel   A Unique Archive	31
Les étudiants   Students	32
La formation continu   Executive Education	36
La recherche   Research	38
<b>LES COLLOQUES   CONFERENCES</b>	<b>41</b>
<b>LES PUBLICATIONS   NEW PUBLICATIONS</b>	<b>46</b>

# L'INSTITUT ET LE DÉVELOPPEMENT

## THE INSTITUTE AND DEVELOPMENT

Philippe Burrin, directeur | Director



Philippe Burrin

L'institut a choisi de se situer à la croisée du domaine des relations internationales et des études du développement. Il y trouve sa raison d'être et une originalité qui lui donnent sa figure dans le paysage académique international. Rien de plus réjouissant alors que le renforcement depuis trois ans des études du développement.

On le voit à l'augmentation des candidatures d'étudiants dans cette filière: près de 70% contre un peu plus de 20% dans les autres filières. Le nouvel environnement que représente l'Institut est donc favorable. Il se traduit notamment par l'arrivée de candidats de régions du monde (Amérique du Nord, Afrique anglophone) auparavant absentes ou sous-représentées dans ce programme d'études.

Le renforcement est notable également en matière d'expertise sur le Sud, qui a été privilégiée dans le recrutement de professeurs et dont l'effet se voit dans l'éventail des projets de recherche de nos centres et programmes. La parution de la *Revue internationale de politique du développement* est un autre signe de cette dynamique, tout comme l'est la réforme en cours de notre offre de formation continue (IMAS) afin de mieux répondre aux besoins de perfectionnement professionnel dans le secteur de la coopération et de l'aide au développement.

*Last but not least*, le programme de «Scholars in Residence», qui accueille ses premiers participants cet automne, montre notre résolution de contribuer, à notre petite échelle, au développement académique de pays et d'institutions moins favorisées et d'intégrer toujours davantage les questions du développement dans notre analyse des problèmes globaux du monde contemporain.

The Institute has chosen to position itself at the interface between international relations and development studies. This gives it its *raison d'être* and an originality that set it apart in the international academic landscape. So it is heartening to see that development studies have gone from strength to strength over the last three years.

This can be seen in the increase in the number of applicants: close to 70% against a little more than 20% for other disciplines of study. The new environment offered by the Institute is proving to be positive. This is also demonstrated by the arrival of students from regions of the world (North America, English-speaking Africa) previously under-represented in development studies.

There is also greater expertise on the global South – a deliberate consequence of our faculty recruitment policy. The result can be seen in the broader range of projects being carried out by our research Centres and Programmes. The publication of the "International Development Policy" series is further evidence of this trend, as is the ongoing reform of the Executive Education (IMAS) programme as part of efforts to better respond to the professional development needs of individuals working in the fields of cooperation and development assistance.

Last but not least, the "Scholars-in-Residence" programme, which welcomes its first participants this autumn, is a testimony to our resolve to contribute, albeit on a modest scale, to the academic development of less privileged countries and institutions as well as to further the integration of development-related issues into our analysis of contemporary global challenges.

# PARTENARIAT AVEC LA FONDATION PICTET POUR LE DÉVELOPPEMENT

En 2009, M. Ivan Pictet, associé senior de la Banque Pictet & Cie, a créé la Fondation Pictet pour le développement qu'il a dotée d'un capital de CHF 25 millions.

La Fondation a pour mission l'établissement, en association avec l'Institut, d'un centre consacré à la thématique «finance et développement». Elle apportera le financement dans la durée d'une ou deux chaires ainsi que les moyens nécessaires à la réalisation du projet de Portail des nations.

Le Conseil de la Fondation, présidé par M. Ivan Pictet, comprend les personnalités suivantes: Mme Ruth Dreifuss, ancienne présidente de la Confédération, et MM. Melchior de Muralt, associé-gérant chez de Pury Pictet Turrettini & Cie SA, Dominique Rochat, associé dans l'étude Lenz & Staehelin, et Francis Waldvogel, cofondateur du World Knowledge Dialogue et président émérite du Conseil des écoles polytechniques fédérales.

L'Institut exprime à M. Ivan Pictet ainsi qu'à la Fondation Pictet sa plus vive reconnaissance pour le soutien qu'ils lui apportent. Il se sent particulièrement honoré de ce partenariat avec une personnalité qui joue un rôle de premier plan dans le monde bancaire et financier et par son engagement en faveur de la Genève internationale.

## Le Centre finance et développement

Ce Centre, qui verra le jour en 2011, une fois nommé le premier titulaire d'une chaire Pictet, donnera à la thématique «finance et développement», entendue au sens large (financement du développement aussi bien que développement d'une finance soutenable), une densité et une visibilité de premier plan sur le plan suisse et international. Il vise, en outre, à renforcer les programmes d'enseignement de l'Institut en favorisant chez ses étudiants, futurs acteurs internationaux, une connaissance sérieuse de

cette problématique. Enfin, il a pour ambition d'établir Genève comme un haut lieu d'expertise dans ce domaine, notamment en tirant parti de l'environnement local et national (organisations internationales, missions diplomatiques, ONG, place financière genevoise et suisse).

La mission du Centre est de produire de la recherche fondamentale et appliquée de haut niveau, d'offrir de l'expertise sur mandat, de fournir le contenu de modules de formation continue et d'assurer une fonction de forum et de réflexion prospective. De manière générale, il doit contribuer par ses analyses à la prise de décision stratégique des acteurs privés et publics et devenir, par son réseau, un centre de référence dans le monde.

La Fondation financera une à deux chaires à l'Institut, lequel apporte ses ressources dans des domaines connexes tels que, notamment, l'économie du développement, la macroéconomie internationale, l'histoire financière. Une procédure de nomination par appel pour le titulaire de la première chaire a été lancée récemment. La personnalité universitaire de haut niveau actuellement recherchée contribuera à l'élaboration de la stratégie ainsi qu'à la construction du Centre, dont elle sera le directeur. L'entrée en fonction est prévue pour l'automne 2011.

## Ivan Pictet

Après des études à Saint-Gall, M. Ivan Pictet est entré chez Pictet & Cie en 1972, où il a été associé senior de 2005 à 2010. Il préside la Fondation pour Genève et a présidé jusqu'en juin 2010 la Fondation Genève Place financière. Il est également membre du Conseil de fondation du World Economic Forum, du Comité d'investissement des fonds de pension des Nations unies et de l'«International Advisory Board» du groupe Blackstone.



Ivan Pictet

# LE PROJET PORTAIL DES NATIONS



Le projet de Portail des nations s'inscrit dans le cadre du projet de Campus de la paix, conçu et réalisé par l'Institut. La Fondation Pictet financera la construction de cet immeuble, devisé à environ CHF 12 millions, sous la condition que l'autorisation de construire ait été obtenue d'ici l'été 2013.

L'Institut a donné mandat à M. Charles Pictet, architecte (homonyme de M. Ivan Pictet, sans lien de parenté avec celui-ci), de concevoir une esquisse dont on peut voir des images ci-contre. L'idée directrice est celle d'un immeuble que l'architecte qualifie de «topographique» parce qu'il assure une circulation fluide entre l'espace de la place des Nations et celui du parc Rigot, en donnant à la première une expression architecturale qui l'orne et la met en valeur et en s'inscrivant dans un réaménagement du second qui en fera à nouveau un lieu de délassement à l'usage des personnes habitant ou travaillant dans le quartier.

Le Portail des nations a pour vocation d'être un lieu de rencontre, de dialogue et d'information sur la Genève internationale et sur les problèmes du monde traités à Genève. Subsidiairement, il offrira, pour les besoins de l'Institut, des locaux d'une superficie (1000 m<sup>2</sup>) équivalente à celle du pavillon Rigot, dans lequel des générations de professeurs et d'étudiants d'économie internationale et de science politique de l'Institut ont enseigné et étudié et qui sera détruit une fois la Maison de la paix achevée.

# INTERNATIONAL DISPUTE SETTLEMENT

Diplomacy was once the preserve of states that used it to solve their differences and potential conflicts, often away from the prying eyes of the public at large. The advent of globalisation – characterised by growing levels of international trade and cross-border investment and a global information society – has meant that states are no longer the sole international actors, nor are they able to conduct their affairs in private. Today, multinationals and groups of citizens too are assuming a global role, with the latter often urging accountability. With these comes a growing diversity of sources of disagreement including use of resources, intellectual property rights, and conduct and behaviour of corporations, matched by an increase in the number of international disputes. The result is an unprecedented need for international dispute settlement mechanisms. In the pages of this Special Section, academic colleagues explore the shifting balance in international relations, areas where dispute settlement mechanisms play a role, the different resolution bodies that exist, and the methodologies – both voluntary and binding – used to resolve disputes in a peaceful manner, including arbitration, ad hoc temporary tribunals, the International Court of Justice (ICJ), mediation and WTO/WIPO dispute settlement bodies.



NETHERLANDS, The Hague: members of the International Court of Justice (ICJ) prior to the hearing on the Kosovo declaration of independence, 22 July 2010 in the Peace Palace in The Hague. AFP/Gerald VAN DAALEN.

# RESOLVING CONFLICTS

## INTERNATIONAL DISPUTE SETTLEMENT

Gabrielle Kaufmann-Kohler, Law Professor, University of Geneva; MIDS Director



INDONESIA, Malang: In this photograph taken on 24 June 2010, Indonesian women produce clove cigarettes in a tobacco factory in Malang in East Java. On 22 June, Indonesia asked the World Trade Organisation to rule on a dispute with the United States over a ban on sales of Indonesian clove cigarettes. AFP/AMAN RAHMAN.

Today's global economy generates hitherto unseen levels of cross-border transactions and investments in foreign markets. While these activities create wealth, they inevitably carry their share of international disputes.

BP may end up in arbitration with Anadarko, its partner in the ill-fated Macondo well, over the contractual allocation of losses caused by the Gulf of Mexico oil spill. The former shareholders of the first commercial bank in Kazakhstan are in arbitration against the Kazakh state over the nationalisation of the bank. Argentina sued Uruguay in the International Court of Justice over the construction of a pulp mill on the Uruguay River allegedly damaging the environment. Two leading Swedish and Polish energy companies, Vattenfall and PSE, settled a billion dollar dispute by

mediation. Indonesia introduced a request against the US over measures banning clove cigarettes before the WTO Dispute Settlement Body. Libya and Switzerland are in arbitration over the arrest of Hannibal Kadhafi.

These are just a few examples of recent international disputes. As they show, disputes may involve two private parties (or a private party and a state as a commercial actor) over contractual rights (e.g. Anadarko and BP) in so-called commercial arbitration. They may also involve a private party and a state over the breach of an investment treaty when the state acts in its sovereign capacity (e.g. the nationalisation of the Kazakh bank) in investment arbitration. They may involve two states over their international obligations (e.g. Argentina and Uruguay in ICJ proceedings, Indonesia

and the US in WTO dispute settlement, or Switzerland and Libya in interstate arbitration).

In addition to these, temporary mechanisms have also been set up at different times to resolve mass claims arising from war or other conflicts. Recent examples include the Iran-US Claims Tribunal which adjudicated claims resulting from the Iranian revolution under the Algiers Accords of 1981, the 1997 Claims Resolution Tribunal for dormant accounts opened in Swiss banks by Holocaust victims, and the UN Claims Commission which compensated losses caused by Iraq's invasion of Kuwait in 1991.

Dispute settlement ranges from "hard" to "soft", i.e. from methods producing binding results (such as court decisions or arbitral awards) to mediation, conciliation, and other alternative dispute resolution mechanisms which produce mere proposals subject to the parties' approval (e.g. Vattenfall v. PSE). Dispute resolution procedures vary along a sliding scale of formality, going from court-like to negotiation-like procedures.

There are also different types of "dispute resolvers": courts and other permanent bodies that pre-exist the dispute (ICJ, WTO and other international courts) and one-time tribunals appointed to settle

# “Although rooted in national law, arbitration has become a truly transnational form of dispute settlement. Will increased state control in the aftermath of the financial crisis upset this achievement?”

a specific dispute (in commercial and investment arbitration). One-time tribunals are often constituted under the rules of arbitral institutions. Some of them are specialised like the WIPO Arbitration Centre for intellectual property disputes or the World Bank’s International Centre for the Settlement of Investment Disputes. Others are generalist institutions. The main ones are located in the prime arbitration venues, including Paris, London, New York, or Geneva, though others with rapidly increasing case loads are emerging such as Singapore, Beijing, Dubai and Latin America. This shift reflects the growing weight of these regions in global economic affairs.

Beyond this shift, four primary trends are striking. First, there is a substantial increase in the number of disputes and in the business, financial, and political stakes involved. Often disputes are politically sensitive because their outcome may affect the environment (e.g. the Uruguay River case), natural resources, major infrastructure projects, human rights, employment, or other sectors of the economy which are vital to the local population like the distribution of water or electricity.

Second, there is a parallel increase in available dispute settlement mechanisms that has resulted in a multi-faceted system of international justice which may contribute to a better quality of justice but also entails the risk of overlaps, parallel proceedings, and inconsistent results. For instance, the same investment project and economic loss can generally give rise to (court or arbitral) proceedings based on a contract and to an investment arbitration based on a treaty.

Third, in the last 50 years commercial arbitration has merged procedural traditions and cultures from different legal systems. Although formally rooted in national law, it has become a truly transnational form of dispute settlement. Will increased state control in the aftermath of the financial crisis upset this achievement?

Fourth, almost nonexistent in the 1980s, investment arbitration has grown to about 350 known pending cases in 2009 following the conclusion of numerous investment treaties providing for arbitration. From a mechanism initially meant for North-South disputes, it evolved towards a more diversified

pattern with North-North, South-South, and, with the rise of the BRIC countries, even South-North disputes. In some ways it is becoming a global governance tool for international economic relations policing the conduct of investors and states. This evolution places high demands on investment arbitration in terms of legitimacy of the mechanism, transparency of the procedures, and consistency of the decisions: tough challenges that must be met for the sake of the credibility of the dispute settlement system.

---

## The Geneva Master of Advanced Studies in International Dispute Settlement (MIDS)

A joint diploma delivered by the Graduate Institute and the University of Geneva, it is a one-year full-time postgraduate programme focusing on the study of international arbitration, WTO dispute resolution, the International Court of Justice, negotiation, mediation and various other dispute settlement mechanisms.

Deadline for applications: **1 February 2011**  
For more information: <http://www.mids.ch>



# RÈGLEMENT JUDICIAIRE DES DIFFÉRENDS LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE DE PLUS EN PLUS SOLlicitée PAR LES ÉTATS

Marcelo Kohen, professeur de droit international

L'histoire de la Cour internationale de justice est ponctuée par de longues périodes au cours desquelles les juges se sont trouvés dans une sorte de quasi-chômage technique. Les rares «clients» de l'organe judiciaire principal de la Cour étaient dans une assez large majorité des États du Nord. Cette

**«Un bon arrêt est celui qui tranche en stricte conformité avec le droit, sans influence politique ou économique d'aucune sorte...»**

situation a commencé à changer dans les années 1980 et a subi une transformation radicale après la chute du mur de Berlin.

Désormais, des États de toutes les régions du monde, y compris des États traditionnellement récalcitrants, se servent de la Cour de La Haye comme moyen de règlement de leurs différends. Récemment, la

Géorgie a pu recueillir les fruits de la politique de Mikhaïl Gorbatchev en la matière, puisque ce dernier avait retiré toutes les réserves soviétiques aux clauses juridictionnelles des traités multilatéraux. Du fait de la requête géorgienne, la Russie est partie à un différend devant la Cour pour la première fois dans l'histoire, même si elle a soulevé des exceptions contestant sa juridiction. Pour la première fois également, la Chine a participé à une procédure, certes consultative, concernant la *Conformité de la déclaration unilatérale d'indépendance des institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo*. Même deux États de l'Union européenne, l'Allemagne et l'Italie, règlent devant la Cour leur différend relatif à l'immunité de juridiction pour des faits survenus durant la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit en effet d'une question que les instances communautaires s'avèrent incapables de trancher. La Belgique pour sa part a récemment saisi la Cour contre la Suisse à propos de questions de compétence judiciaire et d'exécution des arrêts nationaux à la suite de la faillite de la SABENA. L'Amérique latine, quant à elle, reste la région du monde qui dernièrement a donné le plus de travail aux juges.

La nature des différends portés devant la Cour de La Haye constitue un autre fait marquant. L'idée reçue voulait que seules les affaires de moindre importance arrivent à La Haye. Un simple survol des questions retenant l'attention des juges suffit pour constater que des sujets d'un grand impact sur les relations internationales parviennent aussi à la Cour: la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo, les retombées de la crise russo-géorgienne, la relation entre l'immunité de juridiction et les règles impératives de droit international (Allemagne c. Italie), les conflits interethniques dans l'ex-Yougoslavie, tout comme la chasse à la baleine (Australie c. Japon), parmi d'autres. Des domaines très divers sont couverts par l'action de la Cour, allant des questions de souveraineté territoriale et de délimitation maritime aux droits humains, à l'environnement, au statut de certains hauts fonctionnaires établis ou au recours à la force.

Un autre constat ressort de la pratique récente: la plupart des affaires qui arrivent à la Cour le font par la voie unilatérale des requêtes introductives d'instance. Par le passé, la voie la plus usitée était le compromis, c'est-à-dire un accord par lequel des États convenaient de porter une affaire devant la Cour. Ce recours à la requête unilatérale est possible grâce



SERBIE, Pristina: Des Albanais du Kosovo fêtent le 22 juillet 2010 la décision de la CIJ concernant la légalité de l'indépendance du Kosovo.  
AFP/ Armend NIMANI.

à l'acceptation croissante de la juridiction obligatoire de la Cour par voie de déclarations de portée générale ou du recours aux clauses juridictionnelles introduites dans des traités.

Un quatrième phénomène qui témoigne de l'usage fait des instruments disponibles est le recours assez fréquent à l'introduction par le demandeur de demandes reconventionnelles (cas de la Serbie et de l'Italie) ou du renouveau des demandes d'interventions des États tiers dans des affaires déjà en cours (cas du Costa Rica et du Honduras dans l'affaire de la délimitation maritime entre le Nicaragua et la Colombie).

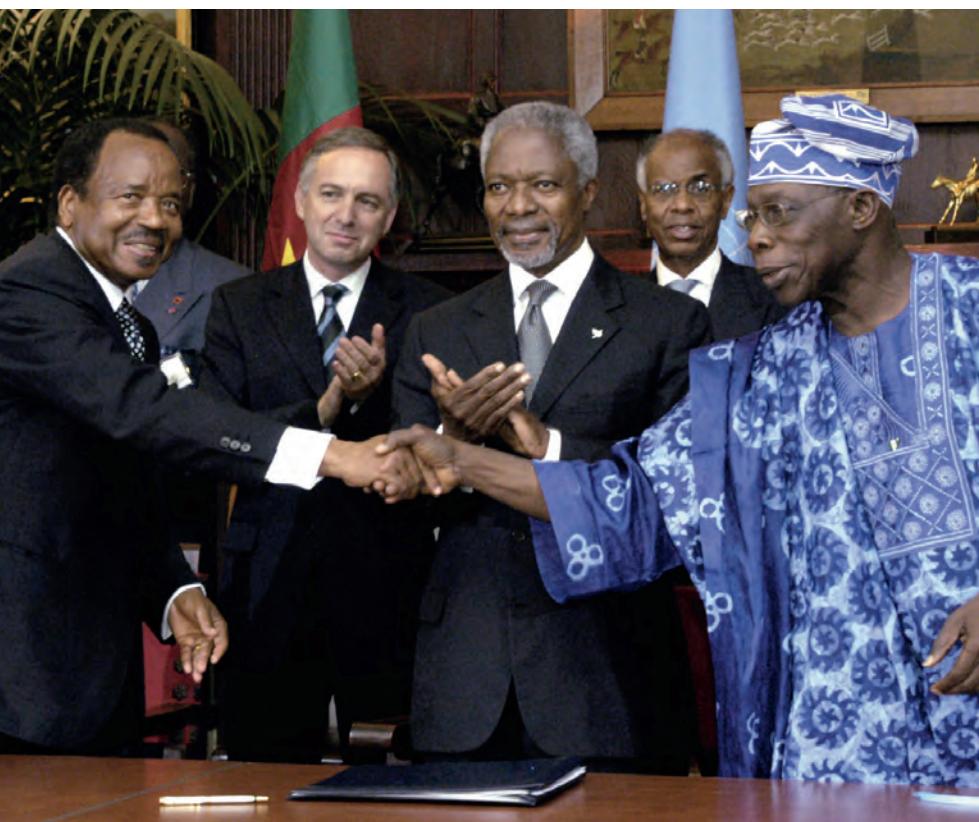
Face à ce regain de confiance des États envers la Cour, il appartient à

cette dernière d'y répondre par une bonne administration de la justice. D'aucuns constateront une certaine tendance à rendre des jugements à la Salomon. On oublie souvent que le but ultime du roi des Juifs n'était pas de satisfaire les deux plaignantes, mais de déterminer laquelle des deux était véritablement la mère. Un bon arrêt n'est pas celui qui donne quelque chose aux deux parties de sorte qu'aucune ne se considère comme perdante. Un bon arrêt est celui qui tranche en stricte conformité avec le droit, sans influence politique ou économique d'aucune sorte, qui est convenablement motivé et qui répond à toutes les questions et tous les arguments soulevés par les parties durant la procédure.

Dans sa dernière allocution devant l'Assemblée générale, le président de la Cour, M. Hisashi Owada, a magistralement résumé le rôle de la Cour pour assurer la primauté du droit. Devant tous les États membres, il a rappelé que «le droit ne remplace certes ni la politique ni l'économie, mais sans lui, nous ne pouvons rien construire de façon pérenne dans le cadre de la communauté internationale». Malheureusement, l'avis que la Cour a rendu sur la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo montre une tendance à se plier devant une prévue *Realpolitik* qui fera hésiter les États avant qu'ils ne se décident à franchir les portes du Palais de la Paix à la Haye.

# LA MÉDIATION INTERNATIONALE UN MODE NON JURIDICTIONNEL DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Nicolas Michel, professeur de droit international



ÉTATS-UNIS, Manhasset: Lors d'une réunion au sommet au Greentree Estate à Manhasset, N.Y., le 12 juin 2006, le Secrétaire-général des Nations unies, Kofi Annan et Nicolas Michel (à sa gauche), applaudissent feu le président du Nigeria, Olusegun Obasanjo (dr.) et le président camerounais Paul Biya (g.) qui ont signé un accord mettant fin à un litige concernant des zones pétrolifères. AFP/Nicholas ROBERTS.

La médiation est un mode non juridictionnel de règlement des différends. Elle comporte le concours d'un tiers qui agit en qualité de médiateur. Elle est pratiquée aujourd'hui dans les domaines les plus divers. Les observations qui suivent ont un objet limité, celui de la médiation internationale, avec un accent sur le règlement de différends interétatiques.

Lorsque deux ou plusieurs États sont en litige, ils s'efforcent, en règle générale et à titre prioritaire, de régler leur différend par la négociation directe. Ce n'est que lorsque les perspectives de succès apparaissent très réduites, voire nulles, dès le début ou après des efforts initiaux demeurés vains, qu'ils envisagent le concours d'un tiers, soit de leur

propre initiative, soit à la suite d'une proposition extérieure.

La Charte des Nations unies, qui fait obligation aux États membres de l'Organisation de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, mentionne explicitement la médiation au nombre des mécanismes pertinents. En cela elle ne fait que suivre l'exemple de nombreux traités bilatéraux ou multilatéraux antérieurs.

Le processus de médiation est peu formel. Le médiateur doit veiller à ce que la conduite de la médiation convienne aux parties. Il arrive que celles-ci estiment nécessaire de conférer prévisibilité et transparence à la dynamique dans laquelle elles s'engagent et, à cette fin, d'adopter préalablement des règles régissant l'objectif et les modalités de la médiation.

Quant au choix du médiateur, les parties peuvent trouver un accord sur la personne ou l'entité qu'elles estiment la plus adéquate. Il arrive aussi qu'elles acceptent l'offre ou la disponibilité d'un tiers comme le Secrétaire général des Nations unies, un chef d'État ou de gouvernement, mais aussi une organisation privée comme le Centre pour le dia-

## «L'un des défis les plus importants auxquels est confrontée une personne chargée d'une médiation est de gagner et de conserver la confiance des parties.»

logue humanitaire à Genève, ou une personnalité qui s'impose en raison de son expérience et de son charisme, par exemple, dans l'affaire du Kenya, l'ancien Secrétaire général Kofi Annan. Lorsque les parties confient leur difficulté à une personnalité telle que le Secrétaire général des Nations unies, celle-ci nomme un médiateur de son choix, en s'assurant du fait qu'il conviendra aux parties. Il arrive aussi que des tâches de médiation soient exercées par des personnes dont la fonction principale est autre, par exemple, celle de représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies dans un pays ou dans une région.

Énoncé en termes généraux, le rôle du médiateur consiste à aider les parties à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend. La Convention de La Haye du 29 juillet 1899 précise qu'il «consiste à concilier les prétentions opposées et à apaiser les ressentiments qui peuvent s'être produits entre les États en conflit». Les implications pratiques d'une telle mission varient d'une situation à l'autre. Tantôt les parties attendent du médiateur qu'il joue un rôle actif et qu'il leur soumette des propositions, tantôt elles préfèrent un intermédiaire plus discret qui ne les mettra pas en

situation d'avoir à se déterminer sur une proposition formelle.

L'un des défis les plus importants auxquels est confrontée une personne chargée d'une médiation est de gagner et de conserver la confiance des parties. L'impartialité et la compétence jouent un rôle décisif. Mais il ne suffit pas qu'elles soient données. Il faut encore qu'elles soient perçues. Dans des procédures de ce type, les perceptions jouent un rôle au moins aussi important que les réalités. Un médiateur sera bien avisé de faire en sorte que les perceptions correspondent autant que possible aux réalités.

Pour faire progresser le processus, le médiateur devra découvrir, au fur et à mesure, les moyens les plus appropriés: réunions plénières, discussions séparées et successives avec les différentes délégations, contacts informels en aparté, soumission de questionnaires pour permettre aux parties de préciser leurs positions, remise de projets successifs, voire

de *non-papers* (documents officieux). La difficulté et la complexité de la situation pourront aussi lui suggérer d'accepter, voire de susciter, l'appui d'*«amis de la médiation»*, dont il devra bien préciser les rôles pour éviter les risques d'interférence. L'unicité du processus est cruciale.

Même si la médiation est un mode non juridictionnel de règlement des différends, elle peut être en relation directe avec un mécanisme judiciaire ou quasi judiciaire. Tel est le cas, par exemple, lorsque les parties négocient un «compromis», soit un accord tendant à soumettre leur différend à une cour internationale ou un organe arbitral. Ou encore lorsqu'il s'agit, *a posteriori*, de faciliter la mise en œuvre effective d'un arrêt d'une cour. C'est ainsi que le Secrétaire général des Nations unies a joué un rôle essentiel entre le Cameroun et le Nigeria pour assurer l'application du jugement rendu par la Cour internationale de justice au sujet de la péninsule de Bakassi.

# L'ARBITRAGE COMMERCIAL INTERNATIONAL UNE VÉRITABLE JUSTICE TRANSNATIONALE

Jean-Michel Jacquet, professeur de droit international

L'arbitrage est un mode de règlement des différends fort ancien et dont le champ d'application n'a cessé de s'étendre. Il consiste pour les parties à s'accorder pour confier le règlement d'un différend déjà né ou seulement éventuel à un tiers impartial (arbitre unique ou collège arbitral) auquel elles accordent leur confiance et à la décision duquel elles acceptent de se soumettre.

**«...l'arbitrage international n'aurait jamais pu se développer si les États avaient éprouvé une réelle hostilité ou simplement un sentiment de méfiance à son égard.»**

Bien qu'il soit apte à se développer dans bien des domaines, l'arbitrage connaît depuis plusieurs dizaines d'années un développement continu pour le

règlement des litiges qui naissent des opérations du commerce international.

Dans la mesure où de tels litiges surviennent entre opérateurs économiques privés, ils sont toujours susceptibles d'être déférés aux juridictions des États. Cependant les difficultés inhérentes à la détermination ou au choix de la juridiction compétente en matière internationale, auxquelles il faut ajouter les difficultés éventuelles de reconnaissance et d'exécution des jugements étrangers, ont favorisé le recours à l'arbitrage. Les parties à ces litiges ont pu aussi préférer l'arbitrage dans la mesure où celui-ci, faisant une large place à la volonté des parties, est conduit selon une procédure en principe rapide, souple et peu formaliste.

Lorsqu'un arbitrage est déclenché, il reviendra aux parties de constituer le tribunal arbitral. Il s'agit là d'une caractéristique fondamentale de l'arbitrage. Les parties peuvent ainsi choisir les arbitres qui seront amenés à examiner leur affaire ou faire effectuer ce choix par une autorité qu'elles auront désignée. De même, elles ont la faculté de choisir librement le siège (le lieu), ainsi que la langue de leur arbitrage. Elles ont également la faculté de déterminer les règles de procédure que le tribunal arbitral

devra respecter, ainsi que les règles applicables au fond du litige. Elles peuvent choisir un arbitrage qui se développera en dehors de toute structure déterminée (arbitrage ad hoc) ou bien choisir de recourir aux services d'une institution d'arbitrage comme la CCI (Chambre de commerce internationale) ou la LCIA (London Court of International Arbitration).

La procédure d'arbitrage comporte une importante phase écrite, au cours de laquelle les parties échangent leurs mémoires. Le plus souvent, une phase orale est également prévue durant laquelle seront entendus les témoins et les experts s'il y a lieu, les parties elles-mêmes et leurs conseils. A l'issue de la procédure le tribunal arbitral rend une sentence. Cette sentence est obligatoire et, en recourant à l'arbitrage, les parties se sont engagées à exécuter cette sentence. Cependant, un recours en annulation est susceptible d'être exercé contre cette sentence devant les tribunaux du siège de l'arbitrage. Quelques rares pays, dont la Suisse, permettent aux parties de renoncer par avance à ce recours à des conditions bien déterminées. Une fois la sentence rendue, celle-ci peut faire l'objet d'une reconnaissance ou être l'objet d'une procédure d'exécution dans un autre pays que celui où elle a été rendue.



CHINE, Qingdao: Porte-conteneurs chargeant des conteneurs au terminal du port de Qingdao, province du Shandong, 2005. AFP.

A ce stade un point doit être souligné: l'arbitrage international n'aurait jamais pu se développer si les États avaient éprouvé une réelle hostilité ou simplement un sentiment de méfiance à son égard. Ils l'ont au contraire encouragé et l'une des meilleures preuves en est la convention de New York du 10 juin 1958 sur la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, ratifiée à ce jour par 144 États et qui a pour objet de faciliter la circulation internationale des sentences arbitrales. La loi-type de la CNUDCI de 1985 a servi de modèle à de nombreux États pour harmoniser leurs lois relatives à l'arbitrage, selon des standards internationalement reconnus. Ainsi sont aujourd'hui largement admis, même avec certaines variations, le principe selon lequel les arbitres sont juges de leur propre compétence ou celui de la séparabilité de la clause d'arbitrage des autres

clauses du contrat. Ces principes ont pour objet d'accroître l'efficacité de l'arbitrage.

Les règles qui viennent d'être évoquées sont indispensables mais non forcément suffisantes au succès de l'arbitrage commercial international. Celui-ci doit satisfaire les besoins des utilisateurs. A cet égard, plusieurs caractéristiques de l'arbitrage entrent en jeu. La première, déjà évoquée, est relative au choix des arbitres. Les parties sont à même de choisir des arbitres compétents et disponibles. Le tribunal arbitral est soustrait aux particularités d'une justice nationale. Le traitement d'une affaire doit s'effectuer dans le plus grand respect de l'égalité des parties. L'arbitrage implique aussi une large dose de confidentialité.

Les relations économiques internationales mettent souvent en relation

une entreprise privée avec un État ou une société publique étrangère. Ici encore, malgré certains obstacles qui n'existent pas dans les rapports entre personnes privées, l'arbitrage révèle ses atouts; l'État (ou l'entité étatique) est naturellement réticent à porter le litige devant les tribunaux d'un État étranger, tandis que la partie privée souhaite éviter de n'avoir de recours que devant les juridictions de l'État dont elle peut craindre un certain manque d'impartialité. Les nationalisations pétrolières libyennes ont ainsi donné lieu à des arbitrages célèbres. L'arbitrage s'est ainsi affirmé dans le domaine des relations contractuelles avant de s'imposer dans tout litige relatif à un investissement, même en l'absence de relation contractuelle, dès lors qu'un traité intervenu en la matière offre cette solution aux investisseurs étrangers.

# SETTLING ECONOMIC DISPUTES THE WTO AND WIPO MODELS

Joost Pauwelyn, Professor of International Law

Miguel Burnier da Silveira, Assistant, International Law Unit



SWITZERLAND, Geneva: World Trade Organisation (WTO) Director-General Pascal Lamy delivers a speech at the opening of a two-day conference on the Aid for Trade process on 6 July 2009 at WTO headquarters in Geneva. AFP/Fabrice COFFRINI.

The World Trade Organisation (WTO) dispute settlement system is a vital element in the maintenance of international trade and the enforcement of WTO rules. Established in 1995, it has an impressive compliance rate (over 80%), particularly when compared to other international state-to-state dispute settlement mechanisms. It deals with a wide range of trade-related topics: from trade in goods and services to intellectual property (IP) rights. WTO success in regulating international trade over the past 15 years

is in no small way attributable to its dispute settlement mechanism.

WTO dispute settlement comes under the WTO's Dispute Settlement Body (DSB), a political body composed of representatives from all WTO Members. Decisions to initiate dispute proceedings and adopt reports from one of the two WTO dispute instances (Panel and Appellate Body) are taken by "reverse consensus" – if at least one Member agrees, the decision is adopted. This unique feature, not

present under the old GATT, transformed the WTO dispute settlement system into an automatic and compulsory mechanism.

Despite the relatively large number of cases, many disputes are solved through consultations between the parties: of the 410 consultation requests made so far by WTO Members, only around 52% of disputes have moved to the Panel stage. In turn, almost 70% of Panel reports have been appealed, and in 88% of cases one or more violations of substantive WTO obligations have been found by Panels or the Appellate Body. Finally, in only 19 cases has the WTO authorised trade sanctions or the suspension of WTO concessions, the measure of last resort in the event a WTO Member fails to implement adverse rulings within a reasonable time frame. Recently, for example, Brazil was authorised to "retaliate" against US products as a result of WTO-inconsistent subsidies granted to US cotton producers, with an added twist: Brazil was also authorised to impose sanctions on IP rights held by US companies. This so-called "cross-retaliation" has been authorised by the WTO in only three cases, and Brazil seems to be the only one actually preparing to take such measures. Yet, currently, Brazilian retaliatory measures are suspended until 2012 thanks to a

US-Brazil agreement that managed, at least temporarily, to defuse a major trade dispute.

The World Intellectual Property Organisation (WIPO) Arbitration and Mediation Centre, created in 1994, aims to resolve commercial intellectual property disputes between private parties. It has administered over 220 mediation and arbitration cases, dealing mainly with patents (44%), IT and telecom (17%), trademarks (9%), and copyright (7%). Common users of the WIPO Centre are collecting societies, artists, inventors, producers and universities. The WIPO Centre also offers internet domain name resolution dispute, having conducted almost 18,000 proceedings under the Uniform Domain Resolution Policy. These proceedings, governing primarily .com, .org, and .net domains, enable trademark-holders to challenge bad-faith registration and use of domain names associated with their trademarks. Thanks to this mechanism, pop-stars including Madonna and Sting successfully reclaimed websites or domain names carrying their name.

WIPO and WTO dispute settlement mechanisms are used by different parties (only states, not private parties, have standing at the WTO), and are governed by different rules:

**“...developing countries are not the main parties involved in IP dispute proceedings... ironically, the WTO has authorised developing countries to cross-retaliate in IP to enforce goods and services-related rulings against the EU and US.”**

WIPO applies WIPO treaties, and WTO applies WTO agreements. There is a point of overlap, however, in that the WTO can also deal with IP disputes between states under the TRIPS Agreement, and, as noted above in the US-cotton subsidies case, authorisation to “retaliate” can also affect IP rights. Three interesting developments are worth noting in this respect.

Firstly, the TRIPS Agreement has been rarely invoked, representing only around 3% of total WTO disputes. Second, developing countries are not the main parties involved in IP dispute proceedings. On the contrary, the EU (as respondent) and the US (as complainant) are the two parties most involved in IP disputes. Finally, Panels and the Appellate Body never authorised trade sanctions in other WTO

covered areas (“cross-retaliation”) to enhance TRIPS enforcement, a major fear of developing countries when the TRIPS Agreement was adopted. Actually, and rather ironically, the WTO has authorised developing countries to cross-retaliate in IP to enforce goods and services-related rulings against the EU and US. WTO panels and the Appellate Body have been able to deal with complex IP issues in the few TRIPS disputes by working closely with WIPO and reinforcing the mutual co-operation of these two organisations.

In sum, both the WTO and the WIPO Centre offer unique and broadly successful means of peacefully settling disputes using international rule of law.

# L'INVITÉ THE GUEST

## CAPITALISM AND THE “COMMON MAN” FOUR DECADES OF “DEVELOPMENT” IN AFRICA AND SOUTH ASIA

Barbara Harriss-White, Professor of Development Studies;  
Director of the Contemporary South Asian Studies Programme, Oxford University

*This article is based on a keynote lecture delivered at the Opening Ceremony of the Academic year of the Institute on 23 September 2010.*



Forty years ago the “common man” in Africa and South Asia was a peasant. He and his family produced for subsistence, traded in incomplete and imperfect markets and was subordinated to other classes and the state. Or was he a peasant?

Even then, the only truly subsistent producers were those who also dominated supplies to markets; it was already impossible for a peasant household to reproduce itself without extensive purchases from markets; and the majority of poor peasants were net purchasers of food. It would be more accurate to call the “common man” a “petty producer”— one compulsively involved in commercial transactions, often also labouring for others.

Development agencies have tended to view the small producer – the self-employed, the own-account entrepreneur, the family farmer, the cottage industrialist, the household producer, the micro enterprise – as an object to be developed. By contrast, some post-modern post-Marxists

have called this form of production the “invisible other”. I prefer to consider it as the outcome of decades if not centuries of capitalist transformation and development: it is as modern a form of capitalism as the corporation.

As the proliferation of terms for small production suggests, there is no consensus about how it is conceived or theorised; nor do states have a coherent development project for it. This is partly because it embodies both capital and labour in a single unit of production. Even if not “primitive”, it is easy to dismiss it as “transitional” – either towards generalised market exchange or towards the polar classes of capital and labour. Yet it has proved to be not transitional. Something other than capital and labour has been created that is an enduring pillar of global capitalism.

Petty production is flexible, can characterise whole regions, crowd certain sectors of an economy (but not others) or be inserted at every stage of a supply chain alongside forms of production thought by all major social theorists (including and since Adam Smith) to be certain to destroy it – its destruction even defining modernity. It is also associated with poverty, which is why it is so inviting to think of petty production as the starting point of development rather than its outcome.

The study and practice of development has to come to terms with what it has created: petty capitalism, petty production and rapidly informalising economies. If we look at India today – a fifth of the world’s population – nine-tenths of all livelihoods are eking out in the informal economy, without effective rights of any kind and out of reach of state regulation, labour laws or direct taxation. Two-thirds of firms in both the rural and urban economy take the form of “self-employment”. It is more common than wage work and often less well paid.



TUNISIA, Tunis: A Tunisian farmer walks with his cattle on 10 July 2010 in the vicinity of the commune of Kalaat el-Andalous in the Ariana Governorate of northern Tunisia. AFP/Fethi BELAID

To understand this most common form of production, we need to look first at the processes internal to petty production which (re)produce it, second at the external relations that generate, exploit and preserve it, third at the socially-engineered projects for it, and fourth at its politics.

First, the single or family-based production unit masks a range of production logics from fixed income goals, through disguised wage labour and “super-efficient” self-exploitation to multiple practices of exploitation and oppression. While wage work is exploited on one market – that for labour, small-scale production can easily be exploited on several markets.

Second, by definition small-scale production does not accumulate: it may reproduce itself through multiplication; through unequal encounters with forces preventing accumulation both in agriculture and the non-farm economy; through the poverty-creating processes of capitalism. The domestic reproductive sphere, so tightly entwined with productive activity, generates social relations which may prevent accumulation. So do collective activity and other forms of social authority and domination.

Third, development projects are not lacking for petty production – there are many forms swarming under titles that include agrarian populism, micro-small industry, unorganised sector reforms, micro-finance, and “inclusive development”. But they lack coherence, are underfunded, poorly resourced and tend to languish unimplemented in

the political doldrums. At the same time, the state acts to destroy petty production (through physical eviction, super-marketisation); simultaneously to underpin and protect it (through social security/safety nets); to tolerate it (and indirectly tax it) or to sustain it through the law of unintended outcomes.

Fourth, suspended between the politics of capital (farmers’ movements and business associations, themselves segmented and fractured), that of labour (in which self-employment as “disguised labour” does not exist for legal purposes if an employer cannot be identified), that of petty production acting “for itself” (but only with help from donors) and the politics of identity (which has not yet developed economic projects for the “socially excluded”) – there is also no coherent politics of small-scale production.

Insofar as social engineering is possible, it is time for development to address the processes leading to this outcome. For decent and sustainable mass livelihoods for the “common man” to be at the heart of a reconceived development project, the relations of production and exchange, which currently pauperise, alienate and displace, need transformation. Technological scale-down as well as collective action need theoretical and practical incorporation into a project of generalised human development. The principle of restitution needs to guide bio-physical-economic systems. Working towards this would be a massive project.

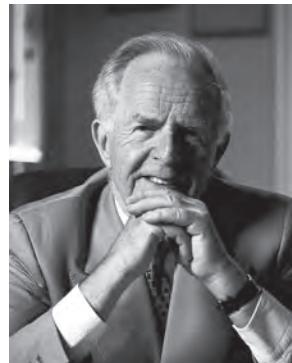
# ALUMNI

## ENTRETIENS | INTERVIEWS

### PIERRE LALIVE,

Associé, LALIVE; avocat, arbitre et expert

### UNE LONGUE ET RICHE CARRIÈRE DE PROFESSEUR DE DROIT ET DE PRATICIEN



Pierre Lalive

Le professeur Pierre Lalive est l'un des spécialistes les plus reconnus en contentieux international, avec plus de cinquante années d'expérience en droit international et en arbitrage. Il est intervenu dans des centaines d'arbitrages ad hoc ou conduits selon les règlements de toutes les institutions majeures d'arbitrage ou de règlement des conflits, en qualité de conseil ou d'arbitre. Une partie importante de sa pratique relève des conflits interétatiques, y compris devant la Cour internationale de justice de La Haye, ou entre investisseurs et États.

Il a occupé de nombreuses positions académiques en Suisse, notamment à l'Institut, et à l'étranger. Il est l'auteur de plus de deux cents publications, principalement en matière de droit international public et privé, droit du commerce international, arbitrage et droit de l'art.

**A l'issue d'une longue et riche carrière, quelle est l'importance du droit international privé dans la formation des juristes qui exerceront dans le domaine des relations internationales?**

Elle reste grande à plusieurs titres: par sa valeur formatrice (le droit international privé doit être compris au sens large et ne se limite plus aux conflits de lois ou de juridictions), par l'ouverture d'esprit qu'il implique sur l'«autre», et par l'esprit «comparatiste» qu'il exige. En outre, droit international et droit international privé sont plus proches aujourd'hui que jamais.

**La coupure entre le droit privé et le droit public reste justifiée dans de nombreux systèmes juridiques internes. L'est-elle également dans les relations internationales?**

Non! Cette «coupure» est scientifiquement discutable, relative et mal adaptée aux besoins actuels de la «société internationale». Encore «fondamentale» dans l'enseignement juridique supérieur dans certains pays comme la France, elle est peu importante en Suisse.

**Vous avez étudié à l'Université de Cambridge et connaissez très bien les systèmes juridiques de «common law». L'enseignement du droit comparé vous paraît-il également une composante fondamentale?**

Il me paraît à tout le moins utile, d'autant que bien des pays ont une vision des relations internationales qui est influencée par leurs conceptions juridiques nationales. Quant à Cambridge, la chance d'avoir pu m'y initier à la *common law* m'a fait «bifurquer» vers le droit international privé et le droit comparé.

**De quelle autre façon les juristes peuvent-ils développer leur compréhension des cultures, notamment juridiques, autres que les leurs?**

En poursuivant leurs études dans un ou plusieurs pays étrangers, pour compléter une formation de base fondée sur des programmes essentiellement «nationaux».

**Votre nom demeure attaché au plaidoyer en faveur d'un ordre public «transnational». Pensez-vous que les conditions de son acceptation sont meilleures aujourd'hui qu'à l'époque de vos écrits sur cette question?**

Au Congrès de l'ICCA à New York en 1986, j'avais présenté un rapport concluant, bien qu'avec une certaine prudence, à l'existence et à l'utilité d'une notion d'ordre public (OP) «transnational», distincte des notions traditionnelles d'OP du droit interne et du droit international privé étatique (donc national). En reprenant la question naguère, j'ai constaté avec plaisir l'évolution favorable survenue depuis en divers pays, par exemple dans les jurisprudences anglaise, française et suisse (v. p. ex. l'arrêt *Kuwaiti Airways v. Iraqi Airways* de la House of Lords, ou la sentence *World Duty Free Services v. Kenya* d'un tribunal arbitral présidé par G. Guillaume). Ma réponse à votre question est donc nettement positive. Et cela d'autant plus qu'il est permis de discerner aujourd'hui, avec l'évolution du droit international et l'importance de ses nouvelles sources, non étatiques, bien des analogies entre OP transnational et *jus cogens*.

**On se réfère beaucoup à la morale et à l'éthique dans les relations économiques internationales. S'agit-il d'une sorte de démission du droit ou celui-ci peut-il au contraire sortir renforcé de son contact avec ces impératifs?**

Le droit est traditionnellement considéré comme consacrant le minimum moral jugé nécessaire à un moment donné par une société donnée. Et il est admis aussi qu'une société prétendant imposer par la loi toutes les exigences de la morale serait totalitaire et tyrannique. Je ne vois donc aucune «démission» du droit dans le fait de se référer à la morale et à l'éthique – mieux vaut tard que jamais! Il est temps d'approfondir notre réflexion critique de la pensée utilitariste et du système capitaliste. Pensons à la revendication de l'opinion publique pour une «régulation» de l'activité financière et bancaire et à la résistance des milieux intéressés.

**Quelles seraient les qualités d'un «bon arbitre»?**

La principale est sans doute l'ouverture d'esprit sur ce qui lui est «étranger», la disponibilité «comparatiste», l'absence de préjugés nationalistes. Par ailleurs, lorsque les étudiants me demandaient: «Que faire pour devenir arbitre international?», je répondais: «*Grow old!*» L'arbitrage étant fondé sur le consentement et la confiance, les États ou les sociétés commerciales se montrent peu enclins à s'obliger d'avance à accepter la décision d'une personne jeune et/ou de peu d'expérience.

**Vous avez joué un rôle de premier plan dans l'élaboration de la Convention UNIDROIT sur la protection des biens culturels, ainsi que pour l'adoption de la Résolution sur l'application du droit public étranger.**

J'étais rapporteur sur le thème «L'application du droit public étranger» à la 57<sup>e</sup> Session de l'Institut de droit international à Wiesbaden. Le texte de la résolution, qui a été voté par l'Institut à l'unanimité (à ma grande

satisfaction), condamne fermement la vieille jurisprudence du Tribunal fédéral suisse (et de certains autres pays) sur «le préputé principe de l'inapplicabilité à priori du droit public étranger» (comme des lois dites «politiques»), un principe «fondé sur aucune raison théorique et pratique valable» et «susceptible d'entraîner des résultats peu souhaitables et peu conformes aux exigences actuelles de la collaboration internationale» (Annuaire Wiesbaden 1975, pp. 552). Cette résolution a eu des effets certains sur la jurisprudence et la doctrine de nombreux pays, dont la Suisse.

Quant à la Convention UNIDROIT, elle constitue bien sûr, sans être parfaite, un progrès majeur pour freiner le fléau du trafic illicite international; elle est directement applicable aux individus et répond en partie à de graves problèmes juridiques, politiques et moraux, en particulier pour les États victimes (d'Afrique, d'Asie, etc.).

L'actualité de ce domaine n'a fait que croître depuis 1995, ainsi que le nombre des ratifications. En Europe, certains milieux de commerçants et de collectionneurs ont cru devoir faire une campagne parfois hystérique contre la ratification de la Convention UNIDROIT. En Suisse, on a fini par comprendre l'intérêt politique, économique et moral du pays à se défaire de l'image de «plaque tournante» du commerce illicite des biens culturels, comme le montre l'entrée en vigueur de la Loi fédérale sur le transfert des biens culturels le 1<sup>er</sup> juin 2005.

**Genève met en avant la présence des organisations internationales pour renforcer son image de ville internationale et insiste davantage sur sa qualité de place d'arbitrage international. Est-ce là une tendance que vous soutenez?**

Oui, bien sûr. D'autant plus que «sa qualité de place d'arbitrage international» est trop souvent considérée comme allant de soi, depuis le célèbre litige anglo-américain de l'Alabama en 1872. Or, notre époque est celle d'une concurrence croissante, dans ce domaine, entre institutions, villes et pays de divers continents pour attirer des arbitrages, dans un intérêt commercial et politique. Il est permis de regretter un certain manque de coordination, à Genève, entre les divers milieux, publics et privés, qui s'intéressent à l'arbitrage international et ont à cœur de maintenir et développer l'image et la mission du pays en ce domaine.

*Propos recueillis par Jean-Michel Jacquet, professeur de droit international à l'Institut, et Maître Domitille Baizeau, avocat chez LALIVE.*

L'entretien peut être lu dans son intégralité sur le site des Anciens de l'Institut:

<http://graduateinstitute.ch/alumni>



En partenariat avec l'étude d'avocats internationale LALIVE, l'Institut organise chaque année une conférence publique de très haut niveau. La dernière conférence a été organisée, le 2 juin 2010, avec M. Gilbert Guillaume, ancien président de la Cour internationale de Justice sur le thème: «Le précédent dans la justice et l'arbitrage international».

## SHIN HAE BONG

Professor of International Law, Aoyama Gakuin University, Tokyo

## A LIFELONG PASSION FOR HUMAN RIGHTS

**You were a student at the Graduate Institute in the 1990s before becoming Professor at Tokyo's Aoyama Gakuin University. How has your time at the Institute shaped your career?**

In the early 1990s I was a Ph.D. student at the Graduate School of Law, Tokyo University. I decided that I wanted to become a scholar of international law. I already knew that human rights would become my lifelong passion, so international Geneva, the seat of the then UN Commission on Human Rights, seemed a natural choice. I studied for a DES at the Institute from 1991 to 1993. Those two years proved to be a remarkable experience offering me intellectual training (reading, analysing, listening, speaking, writing) in a multidisciplinary setting. I also gained a deeper sense of the historical development of international law through the study of documents dating back to the League of Nations era, no small thing for a student of law. These experiences provided the foundation for my subsequent scholarly achievements and teaching career.

### What are your areas of expertise?

I have been working on legal issues surrounding effective implementation of human rights treaties. I teach general international law and international human rights law at undergraduate level, as well as international law at graduate level.

**How do you see the role of women in international relations evolving?**

The role and presence of women are increasing, though they remain quite limited both in international relations and in Japan. Traditional gender division is deeply rooted in Japan, resulting in abnormally long working hours and a declining birth rate. But since politicians are predominantly old men, they cannot come up with helpful solutions! Greater participation by women in different sectors of society will yield more practical ideas based on real needs. When national politics changes across countries, international relations will change too.

**You were one of the driving forces behind the creation of the Tokyo Alumni Chapter. What role does it play?**

Its creation was made possible thanks to the initiative and support of the Swiss Embassy in Tokyo, particularly Ambassador Paul Fivat and Mr Peter Nelson (who is also an alumnus). The Chapter seeks to strengthen ties both between the Institute and the alumni in Japan and among Japanese alumni, and to promote the Institute in Japan.



Shin Hae Bong

<http://graduateinstitute.ch/alumni/tokyo>



# LA VIE DE L'INSTITUT

## INSTITUTE NEWS

### LES NOUVEAUX PROFESSEURS

### NEW PROFESSORS

#### GARETH AUSTIN

Professor of International History and Politics

#### EXPERT IN AFRICAN HISTORY JOINS INSTITUTE COMMUNITY



Gareth Austin

I am delighted to have the chance to begin a new adventure in Geneva for myself and my family. I have already had the very enjoyable experience of teaching a course at the Graduate Institute as a guest professor in 2008. I was most impressed with the students, and I am joining excellent colleagues. As much as I have enjoyed the Economic History department at the London School of Economics (LSE), I think the Graduate Institute is ideal for facilitating genuinely interdisciplinary collaboration and perspectives. I look forward to contributing to the synergies made possible by the unification of the institutes of Development and International Studies.

I study African, comparative and global economic history. I was born in Nigeria and though my education was mostly in Britain, I spent a hugely enjoyable nine months teaching maths in a school in rural Kenya before university. My research career began with archives and fieldwork in Ghana for my final undergraduate dissertation at Cambridge. For my PhD I went to Birmingham University in order to work with the leading scholar in the field, A. G. Hopkins, who – as it happens – some years later became a professor in Geneva, at the Graduate Institute. My early academic jobs included teaching at the University of Ghana from 1982 through 1985, which were very difficult years in Ghanaian material and political life, but it was a privilege to be there.

At the age of 21, I had decided that I wanted to be an academic only if I could research African economic history. But I have always seen this as an integral part of comparative and general history. While at the LSE, which I joined in 1988, I maintained a balance, in teaching and writing, between my work on Sub-Saharan Africa and my broader interests which lie in the "Third World", and increasingly also in global history. I was an editor of the *Journal of African History* from 2001 to 2005. More recently I was one of the founders of the *Journal of Global History* and am currently president of the European Network in Universal and Global History (ENIUGH).

My recent publications and current projects are placed at various spatial levels: from Ghana, notably the pre-colonial kingdom of Asante (Ashanti), to West Africa and to Sub-Saharan Africa as a whole; and outwards to comparative "Third World" and, indeed, "global" history. My general interest is in the political economy of wealth and poverty between and within societies from circa 1500 to the present. Some of my particular concerns include the economic history of slavery in West Africa, the development of agriculture, markets and indigenous rural capitalism in tropical Africa, and the global spread of industrialisation.

Being a Professor at the Graduate Institute will be an excellent opportunity to combine my past experience and future goals and I look forward to being part of its diverse community.

## TIMOTHY SWANSON

André Hoffmann Chair of Environmental Economics

### BUILDING INTERNATIONAL COOPERATION FOR THE ENVIRONMENT

I am happy to be joining the Institute as the first André Hoffmann Professor of Environmental Economics and as the Director of the newly-created Centre for International Environmental Studies. Throughout my 20-year career, I have specialised in environmental and resource economics, focusing on the implications for the environment of international institution-building. I come here from University College London where I held the Chair of Law and Economics. I taught in both faculties and was research director for the Centre for Social and Economic Research on the Global Environment. Prior to that, I was on the Faculty of Economics at Cambridge University for most of the 1990s.

I began my academic career with degrees from the University of Michigan (JD Law) and the London School of Economics (PhD under Nick Stern). My special focus has always been on governance, burden-sharing, and poverty/environment linkages. I enjoy considering the abstract problems of growth, technology, development and resources, but my work is always directed towards practical, policy-oriented solutions.

My first policy assignment was here in Switzerland in 1989 as economic analyst on the international regulation of the ivory trade for the CITES conference in Gland. This led to my involvement in efforts to draft the Convention on Biodiversity at the Rio Conference in 1992. This was followed by engagement in several task forces examining international burden-sharing, including the Montreal Protocol.

Presently, I am advising the G20 on creating financial mechanisms to attain world environmental objectives.

The other major part of my work focuses on aiding developing countries with institutional development, especially conservation issues and water management. I have worked continuously in China since 1996, seeing it as a linchpin in the international environmental arena. I led research on poverty and the environment for the China Council on International Cooperation for Environment and Development. Last year I led a team of economists examining China's long-term growth plan. The results of this were published as "Economic Growth and Environmental Regulation: China's Path to a Brighter Future". I also conducted fieldwork on effective land management regulation in Xinjiang and am now starting a project on effective environmental law enforcement in China.

I arrive in Geneva expecting to continue work with international organisations and engage in discussions on institution-building. The Institute is perfectly placed for the development of discussions on international environmental institutions, issues such as international burden-sharing and trans-boundary enforcement. The quality of its faculty and its international focus make it an ideal centre for interdisciplinary and international dialogues. I know there will be many opportunities to initiate new "Geneva dialogues" on these key issues, and look forward to helping the Institute develop its role in this area.



Timothy Swanson

## EMILY MEIERDING

### Assistant Professor of Political Science

PhD in Political Science, University of Chicago



Emily Meierding

I joined the faculty in 2010, having received my PhD from the University in Chicago. I spent the previous year as a predoctoral fellow at the Center for International Security and Cooperation (CISAC) at Stanford University, completing my dissertation: "No Blood for Oil? The Dynamics of Interstate Petroleum Disputes." As a new faculty member, I will be preparing a book manuscript on the same topic, while also continuing my previous work on climate change and civil conflict and on the geopolitics of energy extraction

in Africa. My research and Arabic language studies have taken me to West Africa, North Africa, and the Middle East. I am delighted to be joining the Graduate Institute and living in Geneva; both are ideal locations for combining my joint interests in environmental policy and international relations theory and working with students and faculty from all over the world.

## ALESSANDRO MONSUTTI

### Associate Professor of Development Studies and International History and Politics

PhD in Ethnology, University of Neuchâtel



Alessandro Monsutti

I joined the faculty in 2010 having previously taught at the Graduate Institute of Development Studies from 2003 to 2007. Trained as a social anthropologist, I was a research fellow at SOAS (1999-2000) and Yale University (2008-2010), and a grantee of the MacArthur Foundation (2004-2006). I am also a research associate at the Refugee Studies Centre (University of Oxford) and the Laboratoire d'anthropologie des institutions et des organisations sociales (CNRS, Paris). My research and teaching focus primarily on the Middle East and South Asia (in particular Afghanistan and neighbouring countries), migration and refugees, transnational networks,

ethnicity and nationalism, humanitarian assistance and post-conflict reconstruction (specifically rural rehabilitation), and qualitative methods in the social sciences. In this, my knowledge of several European languages as well as of oral Farsi, serve me well. I am thrilled to be at the Institute and in Geneva. The Institute offers a multidisciplinary platform in a flexible institutional context that enhances intellectual debates, while Geneva is a small city with a large international presence. This makes it easy to meet people from different horizons and engage in fruitful exchanges.

## RAHUL MUKHERJEE

### Professor of International Economics

PhD in Economics, University of Michigan, Ann Arbor

What is “The Role of Taxes in the Consumption/Output Correlation Puzzle”? This is the topic of a piece of my current research that I am looking forward to working on further as I start my career at the Graduate Institute. Originally from India, I studied at the Statistical Institute in New Delhi and the Presidency College in Calcutta before moving to the US. My areas of interest are international macroeconomics and finance and my recent work has focused on the role of institutions in determining international capital flows, foreign direct investment during financial crises, and the relative size of companies in different parts of the world. I enjoy

teaching and during my stay in Michigan I taught courses in economics and finance in the Department of Economics, the Law School and the School of Public Policy. I very much look forward to beginning work and particularly to fruitful collaborations with my new colleagues and interacting with students from all over the world. Apart from English and my mother tongue Bengali, I speak Hindi and am studying French and German which I hope to put into use in Switzerland. I am sure that Geneva, with its many international economic organisations, and its quality of life, will help enhance my experience at the Institute.



Rahul Mukherjee

## NEW ACADEMIC POSITIONS FOR 2011



Private International Law and/or Transnational Law

→ PROFESSOR | ASSOCIATE PROFESSOR

History of International Organisations and/or Transnational Movements

→ ASSOCIATE PROFESSOR | ASSISTANT PROFESSOR

Comparative Politics

→ ASSOCIATE PROFESSOR | ASSISTANT PROFESSOR

International Public Health

→ PROFESSOR | ASSOCIATE PROFESSOR

Development Economics (with a specialisation in applied microeconomics)

→ ASSOCIATE PROFESSOR | ASSISTANT PROFESSOR

[http://graduateinstitute.ch/open\\_positions](http://graduateinstitute.ch/open_positions)



# NEW FELLOWS IN-RESIDENCE

The Institute is pleased to host young researchers with independent external funding (Marie Curie Fellows, SNSF Fellows, etc.). The Institute offers academics working in one of its specialist fields exceptional conditions: interaction with a multicultural and pluridisciplinary faculty and student body; a library with collections covering the fields of international relations and development; and last but not least, its location at the heart of international Geneva, one of the most active centres for multilateral diplomacy in the world.

Three new fellows will join our community in 2010-2011:

## Marie Curie Fellows



### Marc Brightman

**Marie Curie Fellow,  
Development Studies**  
PhD, Social Anthropology,  
St John's College,  
University of Cambridge

**Research subject:** CGPESA-  
Communities, Governance and Payment  
for Ecosystem Services in Amazonia



### Marco Pertile

**Marie Curie Fellow, International Law**  
PhD, International Organisation Law,  
University of Trento

**Research subject:** Natural Resources  
and Armed Conflict Under  
International Law

The *Marie Curie Fellowships* are a mobility research grant funding pre- and post-doctoral researchers in Europe as well as experienced researchers. Fellowships are awarded by the European Commission in various scientific disciplines.

## Swiss National Science Foundation



### Jordi Tejel Gorjas

**SNSF Professorship (*professeur boursier FNS*), International History  
and Politics**  
PhD, History (Fribourg University)  
and Sociology (EHESS, Paris)

**Teaching:** Introduction to Modern  
History and Politics of the Middle East.

**Research subject:** States, Minorities  
and Conflicts in the Middle East:  
A Comparative Study of the Durability  
of States, Regimes and Dissident  
Movements in Iraq, Iran,  
Syria and Turkey, 1948-2003

The *Swiss National Science Foundation (SNSF)* offers a large range of funding opportunities for researchers in various disciplines, among which the *SNSF Professorships*.

Individuals interested in becoming affiliated with the Institute should send their request to the Director of the Institute: [visiting@graduateinstitute.ch](mailto:visiting@graduateinstitute.ch)

<http://graduateinstitute.ch/visiting-fellows>

# GLOBAL SOUTH SCHOLAR-IN-RESIDENCE PROGRAMME

The Global South Scholar-In-Residence programme has been designed for university teachers from Africa, Asia and Latin America, with preference given to young and female academics. Selected participants – three each semester – are invited to come to the Institute to further their research projects, update their teaching curricula, and interact with colleagues and students working in their field of specialisation.

This programme has been made possible thanks to the generous support of a Swiss foundation. It is part of the Institute's contribution to the academic development of less-privileged countries and institutions.

The Institute is pleased to welcome the first three Global South scholars this autumn 2010 and wishes them a productive experience in Geneva.



Applications are now invited for the spring 2011 semester: [in-residence@graduateinstitute.ch](mailto:in-residence@graduateinstitute.ch)

<http://graduateinstitute.ch/in-residence>



# LES DÉPARTS

## DEPARTING FACULTY

### HOMMAGE À MICHEL CARTON

Jean-Luc Maurer, professeur d'études du développement



Michel Carton

Après avoir obtenu un DES à l'Ecole supérieure de commerce et d'administration des entreprises (ESCAE) de Rouen en 1969, Michel Carton a d'abord travaillé à Paris pendant deux ans à l'UNESCO. Ensuite, il a accompli son service national de dix-huit mois comme coopérant en Ethiopie où il a trouvé sa vocation pour le développement. D'où sa venue à Genève en 1973 pour y faire un doctorat sur les questions d'éducation dans le développement à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation (FAPSE), où il a été nommé assistant puis bientôt chargé d'enseignement et chargé de cours à l'IUED.

C'est là que j'ai fait sa connaissance en 1975 et de là que date notre collaboration de trente-cinq ans, fondée sur une étroite complicité. De 1984 à 1997, nous avons notamment travaillé ensemble pour le compte de la Direction du développement et de la coopération (DDC) sur des projets dans le secteur de l'éducation en Indonésie, au Vietnam et au Laos. Après ma prise de direction de l'IUED en 1992, Michel est devenu mon adjoint le plus proche et persévérant, s'occupant du dicastère de l'enseignement de 1994 à 1998 et à nouveau de 2001 à 2004. C'est en 2002 qu'il a été nommé professeur titulaire.

A la suite du décès dramatique en 2004 de celui qui avait été élu un an plus tôt pour me succéder, Michel a accepté

avec courage et abnégation d'assurer la direction intérimaire de l'IUED. Devant la tournure des événements, il a été confirmé à son poste et a été précipité dans la fusion avec HEI. En tant que vice-directeur du nouvel Institut depuis 2008, il a fait de son mieux pour y sauvegarder la démarche, l'esprit et l'influence des études du développement. Cela n'a pas été facile et il a payé de sa personne avec discréption, mais aussi avec persévérence et fermeté. Le temps reconnaîtra l'important travail accompli.

En attendant, nous lui souhaitons de longues et heureuses années de retraite au cours desquelles il pourra enfin se consacrer à ce qui l'intéresse le plus, délaissé pendant trop longtemps faute de temps.



Un colloque sur le thème *Education supérieure et développement* est organisé en l'honneur de Michel Carton le 18 novembre 2010 à l'Institut.



## LA RÉCOMPENSE DE NOS TRIBULATIONS

Philippe Burrin, directeur

En 2006-2007, nous nous sommes rencontrés régulièrement pour préparer la réunion des deux instituts, Michel Carton et moi, en compagnie de Jean-Pierre Gontard, qui nous servait de médiateur en appliquant aux indigènes du bord du lac de Genève des compétences éprouvées dans la jungle sud-américaine. Un jour, à peine arrivé, Jean-Pierre Gontard sortit un appareil de photo en expliquant que le moment était venu de fixer notre accord sur la fusion. C'est ainsi que j'appris que le Rubicon était franchi. Nous voici les trois, souriants, à la fois contents et, j'imagine, sourdement inquiets.

J'ai appris à connaître Michel Carton pendant ces deux ans de discussions. On aurait pu rêver de circonstances moins bousculées ou plus apaisées. Dans une situation particulièrement difficile – il représentait le plus petit partenaire –, il révéla le meilleur de lui-même. Subissant d'abord, comme nous le faisions tous, il en vint à adhérer et à participer activement à un projet dont les bénéfices lui paraissaient valoir le prix du changement. Ce choix, il l'assuma avec un courage et une lucidité que j'admire.

Grâce à lui, j'ai beaucoup appris sur le champ du développement comme sur l'IUED, avec ses faiblesses, mais également ses forces, dont je souhaite qu'elles deviennent celles de l'Institut dans son ensemble: l'interrogation sur



Michel Carton, Jean-Pierre Gontard et Philippe Burrin.

les limites des concepts et des outils utilisés, le regard critique sur les politiques et leurs présupposés, le souci de faire se parler et collaborer des savants de plusieurs disciplines. En le fréquentant, j'ai encore et aussi découvert et apprécié sa personnalité, faite de courtoisie, d'écoute, de modestie, de capacité à se remettre en question et à poser les bonnes questions: autant de qualités dont peuvent utilement s'inspirer tous ceux qui se mêlent de gérer des institutions universitaires.

Revenant à ces photos qui immobilisent un moment de nos tribulations et pourraient symboliser aujourd'hui leur aboutissement, j'y aperçois rétrospectivement une promesse de récompense, celle de l'enrichissement et de l'amitié nés d'épreuves partagées.

## URS LUTERBACHER

### Professor of Political Science



Urs Luterbacher

Urs Luterbacher began his association with the Graduate Institute as an undergraduate in the 1960s; he continued the connection with a doctorate, and then as a professor. Since then, he has built a reputation as a distinguished researcher. His early work focused on arms races, war, and other conflict-related phenomena; he subsequently branched into broader models of strategic interactions and was among the pioneers in constructing computer simulations of international relations. In the 1990s, he was among the first political scientists to study the policy implications of climate change and other environmental trends. This work has involved him in several major collaborative research projects over the last two decades.

Urs Luterbacher is one of the most well-known teachers and advisers at the Institute. Several of his courses are legendary for their combination of historical and disciplinary sweep, and methodological rigour. Although he did his share of institution-building – notably, developing political science here and throughout the country – he is first and foremost a genuine intellectual. Luckily for his colleagues and students, his retirement does not mean his disappearance from the Pavillon Rigot: he will continue his research and advising for some years to come, and will undoubtedly be consulted and, dare I say, argued with, by many among us.

#### **David Sylvan**

Professor of Political Science,  
Head of the Political Science Unit

# UN FONDS D'ARCHIVES EXCEPTIONNEL A UNIQUE ARCHIVE

## DU NOUVEAU DANS L'HISTOIRE FINANCIÈRE DU MONDE

Marc Flandreau, professeur d'histoire et politique internationales et d'économie internationale



Photo Eddy MOTTAZ.

L'Institut a récemment obtenu du Crédit Agricole la cession d'une collection unique de cotations boursières couvrant la période 1860-1970 pour la quasi-totalité des marchés financiers de la planète. C'est un événement important pour l'Institut, pour la place financière de Genève et pour la recherche en histoire économique financière et politique.

Au début des années 1870, le Crédit Lyonnais décide de se doter d'un département d'analyse économique: le Service des études financières, qui passera au crible toutes les entreprises, tous les conglomérats, toutes les banques, tous les États avec qui le Lyonnais travaille ou est susceptible d'entrer en affaire. Il rapporte directement au président de la banque. Il est aussi totalement séparé de l'activité commerciale pour éviter les conflits d'intérêts – le *Chinese wall*, déjà. Il s'abonne à tous les périodiques financiers d'importance français et étrangers. Surtout, pour documenter les mouvements des bourses et des devises, il crée la «section des cotations». Il s'agit d'intégrer une information télégraphique permettant de relever le prix des actions, obligations, changes, options et autres

produits financiers sur les différents marchés et la souscription aux publications officielles des marchés des différentes villes du monde.

Le caractère exceptionnel de ce fonds méritait depuis longtemps d'attirer l'attention. En outre, les procédés modernes de stockage de l'information révolutionnent aujourd'hui la recherche historique. Ainsi a germé l'idée de transférer cette collection à l'Institut et d'engager un ambitieux programme de numérisation permettant de faciliter l'accès à des sources souvent uniques. Grâce à ce projet, l'histoire contemporaine, les sciences économiques et les sciences politiques se dotent d'un outil qui n'existe pas: il sera possible, à faible coût, de se renseigner sur les tourbillons des monnaies dans l'entre-deux-guerres ou sur les vacillations du cours des dettes publiques à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Une foule de questions pourront désormais recevoir un examen scientifique qui peut-être modifiera profondément notre image du passé.

Comment financer ce projet passionnant? A ce stade, un projet pilote, permettant de tester la technologie choisie et de mener une expérience en grandeur réelle, a été mis sur pied avec Bernt Arne Odegaard, professeur à l'Université de Stavanger, avec qui nous avons obtenu une bourse de recherche financée par le fonds souverain de la Norvège. Par ce projet, nous pourrons mettre en ligne, dès la fin de 2010, le détail des cotations norvégiennes de 1900 à 1970. A suivre.

# LES ÉTUDIANTS STUDENTS

## STEVEN NAKANA

PhD candidate in International History and Politics

Tokyo Foundation Scholar



Steven Nakana

I am deeply honoured to receive the 2010-2011 Tokyo Foundation Scholarship which is awarded annually to a PhD student from the Graduate Institute. I am a South African national, however I was born in exile in Lusaka, Zambia during the apartheid era. My father was a member of the then banned ANC. I began my primary education in Zambia before moving on to an ANC school in Tanzania. In the 1990s, after the ban on the ANC was lifted, my family was repatriated to South Africa. I completed my high school education in Cape Town and later obtained a diploma in Municipal Administration. I then went on to earn a diploma in African Studies from the University of Cape Town (UCT) which I followed up with an honours degree in International and Comparative Politics and a Master's degree in International Relations. Upon completion of my studies, I worked for an NGO, the Centre for Conflict Resolution (CCR), in its Peace and Security Programme. It was here that I was awarded a Rotary Foundation World Peace Fellowship to pursue a two-year programme in peace and conflict resolution and a Master's degree in sociology at the University of California, Berkeley (UCB). Later, I was awarded two PhD scholarships by the Swiss federal government.

The focus of my studies has been on African studies, largely because of my own experiences in exile and my interest in African politics and conflict. I am keen to focus on African development and find ways to address social structural factors that contribute to conflict in Africa.

The Tokyo Foundation scholarship will go a long way towards helping me to achieve my ambitions. So too will my studies at the Graduate Institute. It is an amazing institution of higher learning. It not only has a multi-cultural and international student body, but it is in Geneva where all important multilateral organisations are based. In addition, the high standards and excellent curriculum at the Institute challenge students to think outside the box and are further enriched by the experiences of its world-class professors. I believe that others from South Africa would benefit from what the Institute has to offer including its focus on African development, the Centre on Conflict, Development and Peacebuilding, as well as the interdisciplinary nature of its study programmes. Further, its network of affiliated organisations that focus on the development challenges facing emerging countries would be of strong interest to many South Africans particularly at a time when there is growing interest in examining South Africa's role in the Cold War, its current place in Africa and in multinational organisations: all areas where the Graduate Institute has a lot to offer.

## RACHELLE CLOUTIER

### PhD Candidate in Political Science

Gallatin Fellow

The Albert Gallatin Fellowships in International Affairs were established by the Feris Foundation of America and support doctoral candidates in international studies at the Graduate Institute for US students and at US universities for Institute students. Participating institutions include Harvard, Princeton and others. The Fellowships comprise a stipend as well as funds for expenses and travel.

One of this year's fellows, Rachelle Cloutier, Institute PhD student in international studies, specialising in political science and a teaching assistant for its Master in International Affairs programme, tells her story:

"For me the Gallatin Fellowship will be a great opportunity to focus solely on my thesis, which is as exciting as it is daunting! It will be a privilege to study at Harvard, a prestigious American university, and I hope to use this period to build a network while working towards the PhD. The Institute has played a major role in this new chapter.

I am Canadian and I arrived at the Institute in 2005 to work towards a Master in International Studies degree in international politics after obtaining an honours degree in political science from the University of Ottawa. After finishing the MIS, I held positions at the World Organisation against Torture and in the Human Rights Unit of the Permanent Mission of Canada to the United Nations.

My previous experiences led me to begin a PhD (International Politics) on human rights and foreign policy at the Institute in 2008. I am examining the policy of liberal democracies towards rights-violating states they identify as peers and friends. Arguing against the received wisdom that "interests trump rights", I examine the processes and conditions under which they begin sanctioning their erstwhile friends. My first case study is on British foreign policy towards South Africa under apartheid, which it supported for almost two decades despite the damage done to its reputation and its interests.

The Institute has been instrumental in opening many doors for me, academically as well as professionally. Professors have provided support, and the small size of the PhD cohort cultivates close interactions between faculty and fellow students. Geneva offers wide ranging prospects for relevant work experience in international NGOs and organisations, and I enjoy studying in English while living in a French-speaking and cosmopolitan environment.

The end of my studies is still far away, although there is some light at the end of the tunnel! I am not certain what waits for me in my post-Graduate Institute life. Certainly, I would like to continue working in the field of human rights, either with a UN agency that has a field presence or with Foreign Affairs Canada."



Rachelle Cloutier

## GREGORY HUDSON

### Master Student in International History and Politics

Rosenthal Fellow



Gregory Hudson

I feel like an incredibly lucky man. Last fall, the Institute circulated a call for applications for the Harold W. Rosenthal Fellowship in International Relations, a summer programme in Washington, DC. I applied and after an interview in Washington, I was accepted for a position with the US Treasury Department, Global Economics Group. Thanks to its international recognition and academic rigour, the Institute offered me an unprecedented opportunity. My time at the Treasury broadened my academic horizons and my professional prospects for the future. While my career path is not set in stone, my goal is to become involved in US foreign policymaking, and my education at the Graduate Institute and the Rosenthal Fellowship have been instrumental toward achieving that goal.

The Institute was an easy choice for me. In summer 2008, while doing an internship at the Centre for Strategic & International Studies, a colleague informed me about an excellent school in Geneva known as the Graduate Institute. While I knew relatively little about the school at the time, the more I read about it, the more I was convinced that I wanted to attend. Because of the school's membership in the Association of Professional Schools of International Affairs (APSIA), I was able to see that it ranked among the best schools in the field of international relations and that APSIA membership gave it credible

name recognition in the US. Compared to the American schools in the Association, the Institute's reasonable tuition fees, in light of its top-notch study programmes, made its value unbeatable. More importantly, the Institute offered something no American school could offer: immersion in a foreign culture, interaction with a diverse multicultural community, and intensive exposure to international organisations and NGOs. Given that I had never previously studied abroad, the international character of the Institute particularly appealed to me. I have also been fortunate to be part of an Institute team that placed fifth in the world Moot Court Competition on WTO law. From the moment I stepped off the plane in Geneva, my experience has been fulfilling.

The Institute's faculty and staff were a great help with the Rosenthal application process. Professor Andre Liebich, expert in Central and Eastern European History and Politics, wrote my letter of recommendation, and Academic Adviser Dr Laurent Neury's assistance proved invaluable. He and the Institute went the extra mile including contributing to my travel expenses.

As I begin my second year at the Institute, I appreciate its commitment to the students' success. Between our top faculty and excellent location, the Institute is a rare place to simultaneously build an academic and professional life.



# SAVOIR...

Faire équipe, écouter, comprendre, anticiper, conseiller, construire et gagner.

BDO SA est le partenaire privilégié des petites et moyennes entreprises,  
des administrations publiques et des institutions sans but lucratif.

BDO SA  
Rue des Bains 33  
1205 Genève  
Tél. 022 322 24 24  
[www.bdo.ch](http://www.bdo.ch)

Audit • Fiduciaire • Conseil

**BDO**

# LA FORMATION CONTINUE EXECUTIVE EDUCATION

## DIPLOMATIC EDUCATION ANTICIPATING THE FUTURE

Interview with H.E. François Nordmann, former Swiss Ambassador, and Dr Matthew Leitner, Director of the Executive Master in International Negotiation and Policy-Making at the Institute.

**As the Institute expands its portfolio of executive education programmes, it is a good time to reflect on developments in diplomatic practice and training.**

**What is your view of changes in diplomacy in the last twenty years, what new skills are needed to respond to these?**

**François Nordmann:** New communications technology and the development of multilateral diplomacy, including frequent meetings of ministers and heads of state, have changed the role of diplomats. Today, they need to be well prepared for meetings or direct talks in advance and are required to follow-up on decisions taken by their superiors. They no longer enjoy a monopoly on diplomatic activity, nor even on negotiation.

**Matthew Leitner:** The most significant change is in the multiplicity of negotiations that have taken place since the end of the Cold War. Previously, "diplomacy" was the preserve of a small group of fairly senior statesmen. Today, there has been a change in the actors and negotiations that take place. Diplomats are now expected to deal with negotiations between the public and private sectors. The inclusion of emerging economies in the WTO or Eastern European states in the EU has increased the number of actors involved. Sometimes today's diplomats are called to negotiate cease-fire agreements with rebel groups in failed states - an activity that requires skills not commonly acquired in traditional negotiations.

**How would you describe the current training of Swiss diplomats and negotiators?**

**FN** Swiss diplomats are well trained, although the initial

training period is rather short. They follow courses and are professionally assessed mid-career. Diplomats still need skills including foreign languages, computer literacy and negotiating techniques. But they must also be managers and media-oriented communicators.

**ML** I agree that management and leadership need to be part of the diplomatic education "package". Today's complexity means that no single individual is likely to have all the skills required for such negotiations: hence the need for a delegation composed of specialists. The first challenge for the diplomat is to ensure that his delegation is a cohesive team; one in which the members are motivated to contribute, but equally aware of the limitations of their roles. Without management and leadership skills, the diplomat heading such a delegation is likely to fail before negotiations even begin.

**Given the rapid evolution of diplomatic channels and responsibilities, would you say that continuing education is taken seriously in foreign affairs ministries?**

**ML** If it is not, the failures that result from this omission should serve as a wake-up call to these ministries. Although experienced diplomats are generally highly intelligent individuals able to adjust to new situations, it is clear that "on the job training" comes at a price. Ongoing professional education programmes simplify their tasks and avoid them having to reinvent the wheel.

**FN** Continuing education is taken seriously in Foreign Affairs departments, depending on the challenges facing diplomats. In some countries, diplomatic salaries are performance related. Leadership, management, IT and communication, and creativity are among the most important criteria, along with diplomatic knowledge and negotiating skills.



François Nordmann



Matthew Leitner



Photo Eddy MOTTAZ | Photo Istock

### **Do you think continuing education should also be offered to senior officials?**

**ML** Young diplomats frequently complain that they are thrust into a round of negotiations with little or no formal training and have to "sink or swim". Those who manage to avoid disaster (and who realise that they might not be so lucky next time), seek out formal training in negotiation skills such as that offered at the Graduate Institute. Seasoned diplomats face similar challenges. There are certainly areas where they too could benefit from continuing education.

**FN** It is true that senior officials could benefit from continuing education. They too need to acquire computer, management and communication skills, otherwise they just cannot function. The Graduate Institute's Executive Education programmes and those offered by the Centre for International Governance provide future diplomats with an excellent training facility.

### **Going forward, what skills should be included in diplomatic education?**

**FN** Training in multilateral diplomacy, including simulation of crises, legal challenges and development-programme assessment. These are all important skills requiring social competencies, ability to react, communication and intense networking.

**ML** Since the end of the Cold War, more actors have had to engage in more negotiations – with a corresponding increase in the demand for qualified negotiators. This has resulted in an increase in the number of schools offering training programmes in diplomacy and negotiation. This increase is unlikely to be sustainable.

To use a Darwinian analogy, it is safe to say that it is the most competitive of these programmes – the ones that provide skills that match their clients' needs – that will survive. We at the Graduate Institute are determined to do everything in our power to take advantage of our position in Geneva to offer just such a programme – for many years to come.

**<http://graduateinstitute.ch/executive>**



# LA RECHERCHE RESEARCH

## NOUVEAUX PROJETS NEW PROJECTS

### INTERNATIONAL TRANSPARENCY

Supervised by Andrea Bianchi,  
Professor of International Law

This project seeks to analyse a wide range of transparency-related issues (or lack thereof) in international law-making, adjudication and enforcement processes. Areas of potential inquiry include: international investment law; WTO law; international environmental law; human rights; arms and nuclear proliferation control; international peace and security, etc. The project is being jointly run by Professor Anne Peters of the University of Basel and Professor Andrea Bianchi from the Graduate Institute.

**This project is financed by the Swiss National Fund  
for Research (FNSR)**

### INTERNATIONAL LAW AND MIGRATION DETENTION: CODING STATE ADHERENCE TO NORMS

Supervised by Vincent Chetail,  
Associate Professor of International Law

The detention of migrants and asylum seekers is attracting attention and resources of entities from all facets of contemporary society and resulting in the creation of new forms of collaboration between state and non-state actors. This type of detention has become the target of criticism from experts since established international norms are lacking. What are the key evolving norms on the treatment of detainees? And how can academics and practitioners measure adherence to these norms?

Addressing these questions, the project combines legal analysis with social scientific data and generates a method for measuring the evolution of and the state of adherence to such key norms.

**This project is financed by the Swiss Network for  
International Studies (SNIS)**

### STRUCTURES ANTHROPOLOGIQUES DU RELIGIEUX: BUTINAGE ET VOISINAGE

**Etudes comparatives des pratiques religieuses  
(Brésil, Kenya, Suisse)**

Projet dirigé par Yvan Droz,  
chargé de cours d'anthropologie

Partout, les pratiquants «butinent» en religion en associant des univers de sens et des pratiques religieuses. Cette recherche porte sur la mobilité des pratiquants au Kenya et au Brésil, ainsi que sur les relations sociales qui en résultent (voisinage). Elle permettra d'identifier les logiques qui président à la mobilité des pratiquants et de dégager les structures de la pratique religieuse.

Ce projet offre une nouvelle approche des phénomènes religieux, tant du point de vue de l'agent social (butinage et voisinage) que dans une perspective anthropologique (identification des structures sociales de la pratique religieuse). Ari Pedro Oro, professeur à l'Université de Rio Grande do Sul, et Edio Soares, docteur en études du développement, complètent l'équipe de recherche.

**Ce projet est financé par le Fonds national suisse  
de la recherche scientifique (FNSR, Division I)**

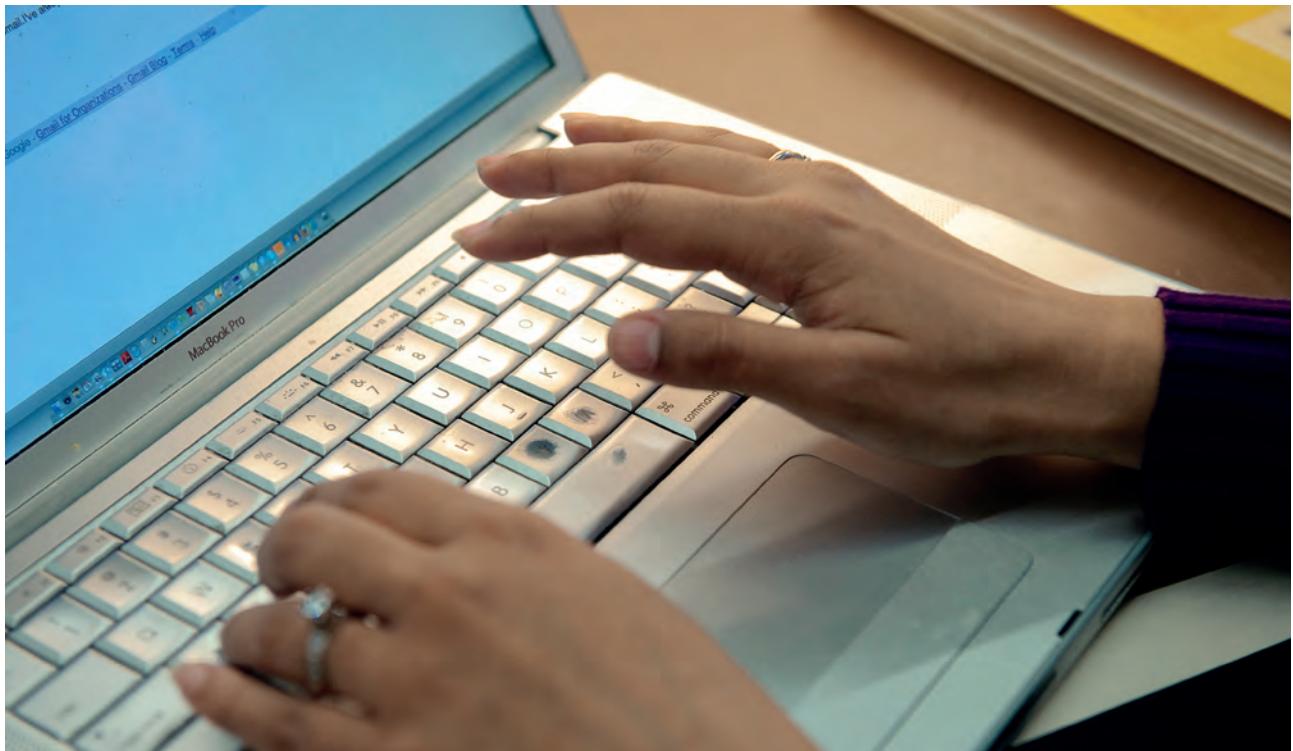


Photo Eddy MOTTAZ.

## CAN SMALL PLAYERS MAKE A DIFFERENCE?

A multilevel governance assessment of the Swiss contribution to the establishment of an international regime on Biodiversity (SWIC-2).

Supervised by Marc Hufty,  
Professor of Development Studies

Global governance of biodiversity is marked by a proliferation of coordination mechanisms at different political levels. In contrast to areas characterised by strong leadership, this situation has created a political space that has been filled by small states and non-state actors. The consequences of this have not been thoroughly researched. SWIC-2 seeks to address this gap by analysing the multilevel processes of policy formulation and norm-building in some biodiversity-related areas (biosafety and forests), using Switzerland as a marker. It builds on interviews with decision-makers involved in biodiversity negotiations. It seeks to draw lessons to better understand and help improve the effectiveness of Swiss biodiversity-related foreign policy. SWIC-2 is part of the COST IS0802 European network on global environmental governance (<http://transformation-geg.org>).

This project is funded by the COST-SER programme

## BREAKING THE DYNAMICS OF EMOTIONS AND FEAR IN CONFLICT AND RECONSTRUCTION

Supervised by Urs Luterbacher,  
Professor of Political Science

This research project aims to develop new methods in conflict resolution and negotiation by taking into account the dynamics of confrontations between individuals and groups that are often characterised by emotions such as fear. Fear will frequently and paradoxically lead to aggressive or exclusionary behaviour. Such emotions are difficult to overcome. The project strives to tackle some of these difficulties by looking at how emotional aspects of conflicts could be superseded using appropriate resolution and negotiation strategies. The project also plans to use modelling tools drawing on both macro- and agent-based approaches, while emphasising both rational and emotional aspects of conflicts.

This project is financed by the Swiss Network  
for International Studies (SNIS)



Photo Eddy MOTTAZ.

## PEACE AND CONFLICT IMPACT ASSESSMENT (PCIA) FOR MADAGASCAR

Supervised by the Centre on Conflict,  
Development and Peacebuilding (CCDP)

In January 2010, the CCDP was mandated by UNICEF to implement a Peace and Conflict Impact Assessment (PCIA) in Madagascar. The research objectives of the PCIA include mapping the effect of foreign aid and development policies on the factors driving conflict or supporting peace in Madagascar. The current crisis is part of a broad historical framework and indicative of deeper, more structural issues. The principal researchers for this project are CCDP Head of Research, Oliver Jütersonke, and CCDP Researcher, Moncef Kartas. They will work under the guidance of an internal review committee. Consultants in Switzerland and Madagascar will also participate.

**This project is financed by UNICEF**

## STATES OF FRAGILITY: THE CONSEQUENCES OF STABILISATION FOR HUMANITARIAN ACTION

Supervised by the Centre on Conflict,  
Development and Peacebuilding (CCDP)

This research project, initiated in January 2010, seeks to clarify and empirically examine the discourse, practice and outcomes of stabilisation interventions in relation to humanitarian action in multiple settings. The project is coordinated by Robert Muggah, Research Fellow at the CCDP, and funded by the Swedish Folke Bernadotte Academy. Undertaken in collaboration with the Overseas Development Institute (ODI) in the UK, case studies on stabilisation interventions are being carried out with internationally-recognised regional experts in Afghanistan, Burundi, Colombia, Haiti, Iraq, Pakistan, Somalia, Sri Lanka, Sudan, Timor-Leste, Yemen and elsewhere. A workshop was organised at the Graduate Institute and a number of publications are in the pipeline.

**This project is funded by the Swedish Folke  
Bernadotte Academy**

# LES COLLOQUES CONFERENCES



## Gender Politics in International Governance

→ 6–8 October 2010, Auditorium Jacques-Freymond

The establishment of the UN Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women – to be known as UN Women – marks a crossroads for internationalist feminist politics. This conference will use this as an opportunity to reflect on existing policies and to think about new strategies. It will bring together a select group of academics, practitioners and activists to assess the state of research and discuss policy options. Topics to be addressed include gender politics in international security and economic governance, the successes and failures of gender mainstreaming, and the translation of women's rights into local contexts.

<http://graduateinstitute.ch/events>



## L'Europe vingt ans après la fin de la guerre froide Nouvelle Europe, nouvelles Europes?

→ 14 et 15 octobre 2010, Auditorium Jacques-Freymond

Colloque organisé conjointement avec la Fondation Pierre du Bois pour l'histoire du temps présent

Les organisateurs souhaitent donner lieu à une réflexion sur le réagencement des équilibres et des dynamiques en Europe après la chute du mur et l'élargissement de l'Union européenne. Les intervenants présenteront les changements et les continuités du processus de construction européenne et analyseront les transformations en Europe à la suite de la disparition du rideau de fer. L'impact de ces changements et les enjeux qui en découlent seront traités à plusieurs niveaux, en concentrant le champ d'analyse autour de quatre axes thématiques: l'espace politique européen, le fonctionnement interne de l'Union européenne, les relations externes de l'Union et l'évolution des visions et des attentes par rapport à l'Europe et au processus de construction européenne.

[www.fondation-pierredubois.ch](http://www.fondation-pierredubois.ch)

<http://graduateinstitute.ch/events>



Fondation Pierre du Bois  
pour l'histoire du temps présent



## Les origines du droit international

### The Roots of International Law

→ **28 et 29 octobre 2010**, Auditorium Jacques-Freymond

Colloque en l'honneur du professeur Peter Haggenmacher

A l'occasion du départ à la retraite de Peter Haggenmacher, l'Institut entend lui rendre hommage en organisant un colloque consacré aux origines du droit international. Ce colloque est l'occasion de s'interroger sur les concepts clés et les principes fondateurs qui ont animé le droit international et continuent d'influencer son développement. L'objectif ultime est de mettre en lumière ce qui constitue la permanence et l'unité du droit international. Il sera réuni à cette fin des experts de renommée internationale autour de trois axes essentiels: les origines du droit international en tant que système; les valeurs et fondements du droit international; et le rôle des acteurs internationaux. Cette grille de lecture permettra de mettre en évidence le système de représentation et les schémas de pensée à partir desquels s'organise la réflexion des universitaires mais aussi des praticiens du droit international.

<http://graduateinstitute.ch/events>



## Du grain à moudre

### Genre, développement rural et alimentation

→ **28 et 29 octobre 2010**, Salle Pierre-Bungener, Site Rothschild

Colloque international genre et développement



La sous-alimentation massive, chronique, silencieuse, touche actuellement un million de personnes, dont 70 % appartiennent paradoxalement à des familles paysannes. Pourtant, les ressources naturelles et techniques sont suffisantes pour assurer une alimentation correcte de l'humanité, aujourd'hui et en 2050 avec 9 milliards de personnes. Au sommet de la FAO en novembre 2009 a été déclarée la priorité d'investir dans l'agriculture familiale des pays du Sud, dans laquelle les femmes sont centrales; de multiples voix affirment en outre le droit des femmes à la terre. Le colloque analysera le développement agricole inégal, les transformations rapides de l'agriculture et des rapports sociaux de genre dans le monde rural, l'articulation entre divers systèmes et rapports de production agricole, les luttes des paysannes et le droit à l'alimentation.

<http://graduateinstitute.ch/genre>





Doris Leuthard

## EFTA 50th Anniversary

→ 22 November 2010

Marking the 50th anniversary of the European Free Trade Association (EFTA), the Graduate Institute's Centre for Trade and Economic Integration is hosting a conference on 22 November with key note speaker Ms Doris Leuthard, President of the Swiss Confederation and current chair of the EFTA Council of Ministers. This day-long event will explore regionalism focusing on its emerging dimensions and relationship with the multilateral trading system.

Leading trade scholars from EFTA countries will provide expert overviews of current wisdom in the study of regionalism in the event's morning session framing the conceptual, forward-looking political issues that require policymakers' attention. The afternoon session will include a roundtable discussion between EFTA trade ministers and other authorities on regionalism who will notably look at whether the current strength of free trade associations represents a return to Great Powers politics in trade relations. The event's highlights will be published as a compilation and a Vox eBook.

Founded in 1960 as a response to the formation of the European Economic Community (EEC) two years earlier, EFTA originally comprised seven countries with a collective economic size to rival that of the EEC. The conference takes place amid growing tension over several EFTA members' pursuit of bilateral agreements with a number of countries and the European Union.

**Admission by invitation only**

<http://graduateinstitute.ch/ctei>





## Negotiating Health in the 21st Century Global Health Governance in Fragile States

→ **29 November 2010**, Auditorium Jacques-Freymond  
Fourth High-Level Symposium on Global Health Diplomacy

This symposium will focus on:

- Governance regimes in fragile states, the plethora of actors, their respective roles, and models of cooperation which influence the health status of the population
- Negotiation processes at the national, regional and international levels impacting on health governance in fragile states
- The positioning of health in relation to issues of foreign policy, security, migration, human rights, trade, development, and peace-building

The ensuing debate between diplomats, health experts and academics will aim to examine the characteristics of fragile states that impact on health and how different actors and global health initiatives can contribute to improving health governance structures in these states.

<http://graduateinstitute.ch/globalhealth>



## The Lecture Series by the Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights



This series of lectures will focus on various aspects of international law in times of armed conflict – an area of particular interest for the Academy. An expert for each of the specific areas of law will deliver a public Lecture in Geneva. The expert will then develop his or her analysis in a chapter for the *Oxford Handbook* due for publication in 2012. *The Oxford Handbook of International Law in Armed Conflict* will be published by Oxford University Press. This series of conferences began in 2008 with contributions from well-known jurists including Professors Antonio Cassese, Theodor Meron and Georges Abi-Saab.

Some fifteen Academy Lectures are planned for the 2010-2011 academic year.

<http://www.adh-geneva.ch>



Inaugural lecture of the Centre  
for International Environmental Studies

TUESDAY 2 NOVEMBER, 2010 | 6:30 PM  
→ Auditorium Jacques-Freymond

**ROBERT KEOHANE**

Professor of International Affairs at the Woodrow Wilson School, Princeton University

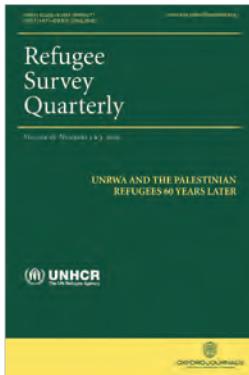
**THE REGIME COMPLEX  
FOR CLIMATE CHANGE**

THE GRADUATE INSTITUTE | GENEVA  
INSTITUT DE HAUTES ÉTUDES  
INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT  
GRADUATE INSTITUTE OF INTERNATIONAL  
AND DEVELOPMENT STUDIES

# LES PUBLICATIONS NEW PUBLICATIONS

## UNRWA AND THE PALESTINIAN REFUGEES 60 YEARS LATER

Riccardo Bocco and Lex Takkenberg, editors



Refugee Survey Quarterly  
Oxford: Oxford University Press,  
vol. 28, n°2-3, 2009-10, 434 p.

This volume marks the 60th anniversary of the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA). Created by UN Resolution 302 (IV), the Agency began operations on 1 May 1950, focusing on relief and development in support of nearly 1 million people. Six decades later, the Agency operates 683 schools in Jordan, Lebanon, Syria, Gaza and the West Bank, where 16,000 teachers serve 480,000 pupils. More than 60,000 students have graduated from technical and vocational programmes, offered by 10 training centres. Several million patients annually visit UNRWA's 138 health clinics; its social workers assist over 250,000 people living in hardship, while supporting 102 women's and rehabilitation centres for the disabled. Finally, the Microfinance and Microenterprise Programme, established in 1991, has issued some 180,000 loans totalling US\$ 200 million, making it the largest non-bank financial intermediary in the region.

The figures above reveal the quasi-state function of UNRWA constituting a parallel public service provider (to alleviate the burden on host countries) and a "non-territorial administration" without coercive power, which has to achieve its objectives through mediation. In spite of these impressive achievements, UNRWA's 60th anniversary is no cause for celebration. Some 4.7 million Palestinians remain in exile, are confronted with ongoing denial of their rights, without immediate prospects of the resolution of their plight.

The first set of articles focuses on the evolution of UNRWA's role and programmes and explores the context in which the Agency operates and the refugees live. The contributions provide insights into UNRWA's history, highlighting the pioneering nature of most of the Agency's interventions, including in education and camp improvement and probing the evolving relationship between the Agency's staff and the refugees.

The focus of the second set of articles is on the protection of the refugees. Unlike UNHCR, UNRWA's creation was not by a statute with express references to "protection". Nevertheless, in view of the human rights challenges, this aspect has gained greater importance since the 1980s.

In the final set of articles, two contributions build on the ongoing management reforms in UNRWA, suggesting ways to enhance the Agency's programme strategy. The other articles look at the search for a just and lasting solution to the plight of the refugees, the role of Israel, and the possible implications for UNRWA in the event of a political breakthrough.

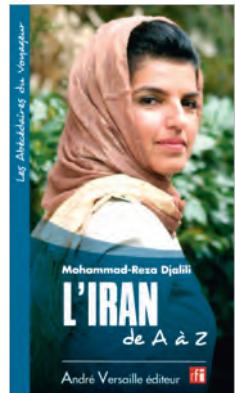
# L'IRAN DE A À Z

Mohammad-Reza Djalili

«Comme tout ce qui compte dans la vie, un beau voyage est une œuvre d'art»

André Suarès, *Le voyage de Condottière*

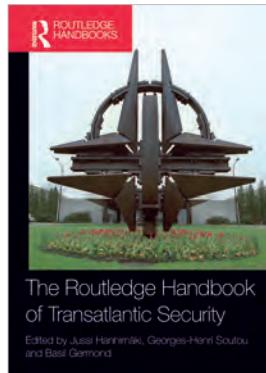
Comment mieux se préparer à réaliser cette œuvre d'art qu'évoquait avec tant de talent André Suarès, voire à la commencer déjà, si ce n'est par la lecture d'un beau livre? Et, pour approcher les richesses et les subtilités d'un pays ou d'une culture, qu'y a-t-il de plus agréable mais aussi de plus efficace que d'être accompagné d'un guide érudit? C'est justement tout le propos du nouveau livre du professeur Mohammad-Reza Djalili. A travers plus d'une centaine d'entrées, ce grand connaisseur de l'Iran se propose en effet de faire découvrir à un vaste public – futurs voyageurs, étudiants, journalistes, chercheurs ou simplement curieux – ce grand pays qui surprend, intrigue et déconcerte à la fois. Complément original aux guides de voyage traditionnels, ce nouvel ouvrage, remarquable par sa concision, sa précision et son érudition, nous fait pénétrer, dans un style clair et agréable, au cœur même de l'Iran et de sa culture plurimillénaire. Qu'il s'agisse de politique contemporaine, d'histoire, de géographie, de culture, de vie politique et sociale, de biographies de personnalités phares ou simplement d'art de vivre, le professeur Djalili explore avec rigueur et talent les aspects les plus divers et les plus méconnus de l'Iran, offrant à ses lecteurs autant de clés utiles à sa compréhension. Comme l'écrivait très justement Marcel Proust, «*le véritable voyage de découverte ne consiste pas à chercher de nouveaux paysages mais à avoir de nouveaux yeux*». Au-delà de «paysages» déjà peut-être connus, par son choix de thématiques originales, voire totalement inédites en français, l'ouvrage du professeur Djalili explore non seulement des territoires peu fréquentés, mais il nous offre surtout un regard nouveau et plein de fraîcheur sur ce pays fascinant et sa culture raffinée. Et finalement, c'est déjà à un véritable voyage que la lecture de ce livre nous convie en nous laissant voir les facettes les plus diverses, les plus originales et les plus inattendues de l'Iran, ce vieux pays, toujours au cœur de l'actualité et qui demeure pourtant si méconnu. Cet ouvrage ravira tant le non-initié que le spécialiste et lui fournira en outre un compagnon indispensable pour débuter son périple iranien.



Bruxelles: André Versaille,  
juin 2010, 239 p.

# THE ROUTLEDGE HANDBOOK OF TRANSATLANTIC SECURITY

Jussi Hanhimäki, Georges-Henri Soutou and Basil Germond, editors



London: Routledge, 2010, 318 p.

After World War II and throughout the Cold War, the US retained a strong presence as the dominant member of NATO. Former enemies, such as Germany, became close allies, while even countries that often criticised the United States made no serious attempt to break with Washington. This pattern of security co-operation continued after the end of the Cold War, with NATO expansion eastwards extending US influence. Despite the Iraq war prompting a seemingly irreparable transatlantic confrontation, the last years of the Bush administration witnessed a warming of US-European relations, expected to continue with the Obama administration.

Contributors to this book address the following key questions:

- What lies behind the growing and continuing European dependency on security policy on the United States and what are the political consequences of this?
- Is this dependency likely to continue or will an independent European Common Foreign and Security Policy eventually emerge?
- What has been the impact of 'out-of-area' issues on transatlantic security co-operation?

The essays in this Handbook cover a broad range of historical and contemporary themes, including the founding of NATO; the impact of the Korean War; the role of nuclear (non-) proliferation; perspectives of individual countries (especially France and Germany); the impact of culture, identity and representation in shaping post-Cold War transatlantic relations; institutional issues, particularly EU-NATO relations; the Middle East; and the legacy of the Cold War, notably tensions with Russia.

Most of the chapters in this book were presented during the conference on "Transatlantic Security Issues from the Cold War to the 21st Century" which was organised by the Graduate Institute and the *Fondation Pierre du Bois pour l'histoire du temps présent* in April 2009.

Contributors include: Anne Deighton, Samuel Wells, François David, Jenny Raflik, Georges-Henri Soutou, Benedikt Schoenborn, Leopoldo Nuti, Daniel Möckli and Andreas Wenger, Barbara Zanchetta, Wolfgang Krieger, Basil Germond, Tuomas Forsberg, Jérôme Gygax, Guillaume de Rougé, James Goldgeier, and Jean-Jacques de Dardel.

Jussi Hanhimäki (Professor at the Graduate Institute), Dr Jérôme Elie (Researcher at the Graduate Institute) and the Institute's PhD students Axel Marion and Bernhard Blumenau also contributed to the book.

# POLITIQUES DE LA TERRE ET DE L'APPARTENANCE DROITS FONCIERS ET CITOYENNETÉ LOCALE DANS LES SOCIÉTÉS DU SUD

Jean-Pierre Jacob et Pierre-Yves Le Meur, éditeurs

Les mécanismes qui règlent l'accès à la terre et aux ressources naturelles sont au cœur de la politique des appartenances. Ils structurent les dispositifs d'inclusion et de construction de la citoyenneté. Les études de cas rassemblées dans ce livre analysent, dans des contextes variés (Amérique latine, Asie du Sud-Est et du Sud, Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Sud, Madagascar, Nouvelle-Calédonie, etc.), la pluralité des lieux à partir desquels cette citoyenneté s'est historiquement construite. Elles éclairent aussi les transformations liées à la colonisation et au rôle de l'État dans les processus de déstructuration/restructuration qui travaillent les sociétés locales. Les textes qui composent ce volume sont regroupés en trois parties, correspondant à trois angles d'attaque complémentaires pour décliner cette problématique.

La première partie explore la relation entre communautés d'appartenance et histoire politico-économique. Elle présente les bases spatio-temporelles de la citoyenneté locale et la pluralité historique des niveaux de régulation de l'accès aux ressources naturelles.

La seconde partie est consacrée à l'examen des luttes pour la reconnaissance et décrit la manière dont des groupes dominés (réfugiés, squatters, minorités ethniques ou religieuses) tentent d'articuler citoyenneté locale et citoyenneté nationale et inscrivent leur lutte pour l'accès à la terre avec leurs États respectifs dans des registres discursifs variés.

La troisième partie examine la question de la production étatique et/ou nationale de la citoyenneté locale et analyse les phénomènes de recomposition des anciennes communautés d'appartenance sous l'influence de politiques nationales spécifiques (indigénisme en Amérique latine, décolonisation négociée en Nouvelle-Calédonie).



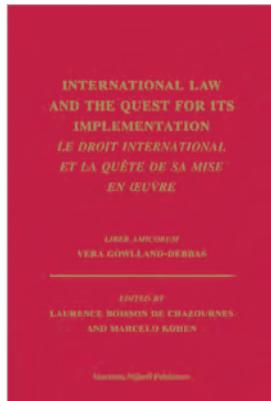
Paris: Karthala, 2010, 432 p.

Les éditeurs de cet ouvrage sont anthropologues; ils travaillent depuis plus de dix ans sur les questions foncières et politiques dans différents pays du Sud. Jean-Pierre Jacob est enseignant et chercheur à l'Institut; Pierre-Yves Le Meur est chercheur à l'Institut de recherche pour le développement, en poste en Nouvelle-Calédonie.

# INTERNATIONAL LAW AND THE QUEST FOR ITS IMPLEMENTATION

Liber Amicorum Vera Gowlland-Debbas

Marcelo Kohen and Laurence Boisson de Chazournes, editors



Amsterdam: Martinus Nijhoff  
Publishers, 2010, 514 p.

The *Liber Amicorum*  
is available worldwide from  
[brillonline@brill.nl](mailto:brillonline@brill.nl)

This *Liber Amicorum* has been published in honour of Professor Vera Gowlland-Debbas, on the occasion of her retirement from the Graduate Institute. The volume is edited by Marcelo Kohen and Laurence Boisson de Chazournes, Professor of International Law at the Institute, and Professor of International Law at the Faculty of Law of the University of Geneva, respectively. The *Liber Amicorum* contains 23 contributions from well-known international scholars from around the world. The areas of international law covered in the volume reflect the breadth of Professor Gowlland-Debbas' expertise, and include the law of the United Nations, international refugee law, human rights law, international humanitarian law, international law on terrorism, international dispute settlement, and the role of the individual in international law. The articles written by Professor Gowlland-Debbas' colleagues and friends offer new ways of understanding these areas of international law, and constitute an expression of gratitude for Professor Gowlland's important and lasting academic contributions.

The *Liber Amicorum* will be of interest to international legal scholars and international relations scholars alike who wish to reflect upon the legal dimension of many current and sometimes controversial international issues. At the heart of much of Professor Gowlland-Debbas' work has been the international law of the UN; in particular, she has often cast a critical eye over the workings of the Security Council. In this respect, six articles offer new perspectives on topical issues relating to the Security Council, including the quasi-legislative role it sometimes plays, targeted sanctions, and changes to its composition. Professor Gowlland-Debbas' concern and compassion for the individual in international law underpins her work, and in this vein contributions offered on human rights law and international humanitarian law cover topics such as the extraterritorial application of human rights, counter-terrorism, and the Human Rights Council. The effectiveness of international law, and in particular its compliance in practice, has always interested Professor Gowlland-Debbas, and consequently a number of contributions address *inter alia* the way international judges are selected, the role of the judge in domestic legal systems in applying international law, and the International Court of Justice's advisory opinions. The volume also offers a glimpse of the vibrant personality of Professor Gowlland-Debbas, the driving force behind this collection.

Contributions are in English and in French.

# THE GREAT REBUILDING FROM CRISIS TO SOLIDARITY-BASED REVIVAL

Jean-Michel Servet

This work, published in French, revisits the traditional arguments which underpin the analysis of the systems of production, exchange and financing (and in particular the arguments of Karl Marx, Max Weber, Joseph Schumpeter, John Maynard Keynes and Karl Polanyi). It argues that the widespread monetarisation of the Neo-liberal system has transformed the capitalist economy from one based on substance to a highly speculative system. Speculation has replaced investment in real assets. Inequalities have worsened tremendously. In the process, global demand has run out of steam, despite considerable increases in public and private debt.

During the 20th century, two principles of interdependency reigned supreme: a free market system and a State-managed system of redistribution practised in some more limited areas of the planet. Placing more emphasis on the latter proved to be the preferred option to manage the way out of the 1929 crisis, and so avoid a repeat of a similar situation by controlling economic fluctuations and cycles. Today, both these principles (the market and redistribution) figure in the economic systems adopted by societies, along with domestic reorganisation, especially since the abolition of the family is no longer on the social remodelling agenda. Having said that, since the 1980s, the Neo-liberal system widely adopted has placed greater emphasis on the first principle, the free market, while to a much lesser extent the redistribution system has helped private foundations which already benefit from notorious fiscal advantages.

The idea of solidarity based on the notion of complementarity and voluntary interdependency, consciously organised to benefit all sectors, has been sidelined. It is seen as a relic of so-called "primitive" communities supposedly on their way out, or as a utopian notion with no future. Furthermore, it is often confused with State or private intervention. Yet, the principle of solidarity which deliberately sets out to create interdependency at different levels and for different time-frames could guide change and offer alternative solutions to help us emerge from the current stagflation. Solidarity can provide a third path by unleashing new forces to guide us towards sustainable human and social development by reconciling the efficiency, equitable distribution and ecological balance so desperately needed by future generations.

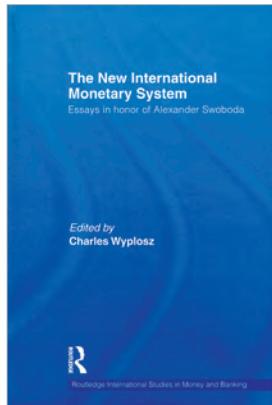
Jean-Michel Servet  
**Le grand renversement**  
De la crise  
au renouveau solidaire



Paris: Desclée de Brouwer,  
Mai 2010, 262 p.

# THE NEW INTERNATIONAL MONETARY SYSTEM ESSAYS IN HONOR OF ALEXANDER SWOBODA

Charles Wyplosz, editor



London: Routledge, 2010, 208 p.

As the global economic crisis that started in 2008 continues to confound and confuse, a new book offers a review of the global financial architecture since the birth of the Bretton Woods system and seeks to shed light on possible changes that could be implemented to avoid a repeat of the worst economic upheavals in 80 years. This work has been published in honour of Alexander Swoboda, a renowned economist and professor at the Graduate Institute who recently retired after an illustrious 40-year career.

The work consists of a collection of 12 essays authored by people who have been associated with Professor Swoboda or who, like him, have made important contributions to the body of literature on the global financial system. It is divided into three distinct sections, each dealing with a key element of the global monetary system. In the first part, which is devoted to the international financial architecture from Bretton Woods to the present, and in particular with the IMF and its reinvention over the years, several authors argue in favour of delegating the management of significant parts of global foreign exchange reserves to the IMF. They note, however, that whether such a system would be politically feasible is the topic of an entirely separate debate.

In part two, contributors focus on the age-old debate about exchange rate regimes with several arguing that global imbalances are the result of exchange rate misalignments. The contributions highlight that opinions on exchange rate mechanisms vary tremendously and can be highly controversial. However, the different schools of thought notwithstanding, contributors seem to reach common ground with the message that although exchange rate flexibility does limit economic imbalances, it does not necessarily allow for their faster elimination.

Finally, part three of this work looks at the role of central banks in setting and guiding economic policy, and in particular examines the impacts of the Keynesian approach to monetary policy adopted by central banks in open economies.

This book, which will be a seminal resource for students of financial and monetary policy along with decision-makers responsible for drawing on academic analysis to engineer such policy, concludes with a tribute to Professor Swoboda and notes that in his long and successful career he, perhaps more than any other expert, achieved the difficult task of bridging the gap between economic analysis and the practical realities thrown up by financial and economic policy.

# GENRE, POSTCOLONIALISME ET DIVERSITÉ DES MOUVEMENTS DE FEMMES

Christine Verschuur, directrice de la collection des *Cahiers Genre et Développement*

Le présent ouvrage s'attache à souligner la diversité et la richesse des mouvements de femmes de par le monde, qui se sont organisés autour d'enjeux variés tels que le droit de vote des femmes, le droit des filles à l'éducation, les luttes anticoloniales et les discriminations racistes envers des femmes. Il explore aussi le débat sur l'articulation des différentes appartenances de classe, de race, de caste et de genre; comment ces catégories se croisent-elles et se renforcent-elles? Ce débat est déjà ancien puisqu'il a été abordé dès le XIX<sup>e</sup> siècle, par exemple avec les textes de Flora Tristan, puis en Chine dans les années 1920 ou aux États-Unis dans les années 1960 avec le mouvement Black Feminism. A partir des années 1980 se développe une démarche critique de l'hégémonie d'une certaine pensée féministe, blanche et occidentale, qui n'avait pas suffisamment reconnu les tensions dans les débats et les luttes féministes, pourtant après, sur des questions de classe, de race ou de nation. Cette démarche de décolonisation du féminisme est inspirée par des militantes et théoriciennes issues de la migration, des minorités, et surtout des pays du Sud. La réflexion sur l'intersectionnalité des catégories de genre, de classe, de race et de caste a permis de construire de nouveaux champs théoriques, qui ont souvent précédé l'institutionnalisation du champ des études postcoloniales.

L'ouvrage rapporte en outre les paroles et les expériences concrètes des femmes et des mouvements de femmes dans toute leur diversité, ainsi que les savoirs qui sont élaborés par et avec elles. Ce travail correspond à la reconnaissance non seulement des capacités d'agir, mais aussi des capacités de penser, de manière critique, des femmes de différentes appartenances et de divers horizons culturels et auxquelles les théories féministes sont redéposables.

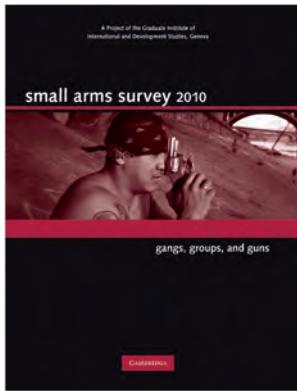
Les *Cahiers Genre et Développement* rassemblent des documents de référence et des articles originaux sur le concept de genre et l'analyse des problèmes de développement qu'il permet. Ils contribuent à mieux faire connaître l'outil d'analyse qu'est le genre et à croiser les théories féministes, dans toute leur diversité, avec les théories du développement. Ils ne constituent pas un «manuel» mais proposent un choix, accessible et en langue française, de textes sur la thématique «genre et développement».

Christine Verschuur est chargée d'enseignement et de recherche à l'Institut où elle est également responsable du Pôle genre et développement.



Cahiers Genre et Développement 7,  
Paris: L'Harmattan, 2010.

## SMALL ARMS SURVEY 2010 GANGS, GROUPS AND GUNS



Cambridge: Cambridge University Press, 692 p.

Armed gangs have become a feature of modern society, not only in poor or underprivileged areas but equally in developed affluent societies – with sometimes dramatic consequences. The *Small Arms Survey 2010: Gangs, Groups and Guns* investigates a range of issues surrounding gangs and armed groups, focusing on their use of violence, as well as emerging efforts to address the damage they inflict on society. It shows that state efforts to suppress gangs through punitive measures – police sweeps, curfews, prison sentences – are unsuccessful and sometimes even counter-productive. This is in part because such actions fail to address the reasons for which young people join gangs in the first place. Drawing on examples of prison gangs, girls in gangs, and pro-government groups, the study finds that measures that combine suppression (or its threat) with community outreach, social services and treatment and prevention strategies are more successful than suppression alone. It gives examples where recognising and focusing on the features of gangs that attract youths – social cohesion, mutual respect, artistic expression – has had positive outcomes. “Addressing the factors that trigger conflicts and fuel gang violence has a much more lasting – and constructive – impact than simply incarcerating or marginalising members of street gangs and armed groups”, notes Antonio Maria Costa, Executive Director of UNODOC. A sentiment echoed by Deputy Mayor Guillermo Cespedes of Los Angeles who explains that “efforts to address gangs and gang violence must encompass a wide range of measures – including not only targeted law enforcement tactics and illicit gun interdiction, but also prevention and youth development initiatives. In the long term, we must address the factors that lead young people to join gangs in the first place.”

In addition to its focus on street gangs, this year’s *Small Arms Survey* also looks at non-state armed groups including rebels, insurgents, vigilante groups and paramilitaries. It shows that although these groups – unlike their armed gang counterparts – may be ideologically driven or simply seeking to take community security into their own hands, they nonetheless share a number of features in common with gangs. Not least, a willingness to use violence to achieve their objectives.

Finally, the *Survey* concludes with original research on the global ammunition trade and options for controlling illicit firearm transfers by air.

<http://www.smallarmssurvey.org>



# LES RÉFUGIÉS TIBÉTAINS EN INDE

## NATIONALISME ET EXIL

Anne-Sophie Bentz

Cet ouvrage se situe au croisement de plusieurs champs d'études, l'un plus actuel et plus important que l'autre. Son premier mérite consiste dans le fait qu'il jette un regard avisé sur les approches courantes du nationalisme tant débattues depuis vingt ans à la lumière de la résurgence – ou persistance – du phénomène national. C'est en prenant un cas atypique et peu connu, celui du Tibet, que l'auteur interroge les diverses théories du nationalisme pour se rapprocher, mais de manière nuancée et parfois critique, des arguments de l'école constructiviste.

Le second mérite de l'ouvrage est la contribution qu'il donne aux études sur la migration forcée et sur les réfugiés. C'est en se fondant sur l'intuition brillante d'un grand historien anglais selon lequel l'exil serait le berceau du nationalisme que l'auteur aborde la problématique des sources et des aboutissements d'une identité diasporique à partir du cas particulier de la diaspora tibétaine. Démontrer la jonction entre exil ou diaspora et nationalisme constitue un des points originaux de cet ouvrage et celui qui ouvre des pistes de recherche encore peu explorées.

Enfin, le principal mérite de cet ouvrage pour beaucoup de lecteurs sera le tableau, richement documenté, qu'il brosse de l'existence d'un Tibet hors frontières, celui dirigé et dominé par la figure mondialement connue du dalaï-lama. L'auteur dépeint ce personnage, chef à la fois religieux et politique, qui incarne les espoirs de tout un peuple, et ceci depuis plus de cinquante ans en exil. Elle offre un aperçu, de première main, de la vie des exilés. Et elle situe la cause tibétaine dans le cadre stratégique défini par les grandes puissances, y compris par le pays hôte des réfugiés, l'Inde.

En somme, cet ouvrage s'adresse non seulement à un grand public universitaire intéressé par les questions du nationalisme, de la migration forcée ou du phénomène diasporique, mais aussi à tous ceux qui cherchent à mieux connaître un des grands drames de notre époque, celui du Tibet en exil.

Andre Liebich,  
professeur d'histoire et politique internationales

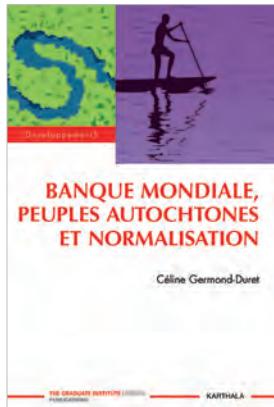
Anne-Sophie Bentz est titulaire d'un doctorat en relations internationales de l'Institut.  
Elle enseigne les relations internationales à l'Université Toulouse 1 Capitole.



Genève: Graduate Institute  
Publications; Paris: Presses  
Universitaires de France. Parution  
automne 2010. 286 p.

## BANQUE MONDIALE, PEUPLES AUTOCHTONES ET NORMALISATION

Céline Germond-Duret



Collection Développements.  
Genève: Graduate Institute  
Publications; Paris: Karthala.  
Parution automne 2010.  
env. 250 p.

Cet ouvrage met en évidence la logique de normalisation qui sous-tend les interventions de développement. L'auteur étudie la Banque mondiale, acteur incontournable du développement, et les répercussions de ses projets sur les peuples autochtones, à travers l'analyse des cas soumis à son Panel d'inspection. Ce mécanisme, mis en place par la Banque elle-même, permet d'examiner, à la suite de plaintes de populations locales, la conformité de ses actions avec ses propres politiques et procédures. Il est ainsi montré que les effets des interventions de développement ne doivent pas être compris qu'en termes d'efficacité ou d'inefficacité, puisqu'elles peuvent aussi engendrer des transformations sociales renforçant ou engendrant des conflits sociaux. En analysant d'une part les mécanismes d'apprentissage et de responsabilisation de la Banque, et d'autre part des projets affectant des peuples autochtones, l'ouvrage fait ressortir des éléments récurrents dans la pratique du développement (incluant une pratique de technicité et d'opacité). La minimisation d'effets secondaires et la pratique relevée sont mises en relation avec un macrodiscours du développement dominant, qui semble répondre plus largement à une logique de normalisation des sociétés.

Titulaire d'un doctorat en science politique et relations internationales de l'Institut, Céline Germond-Duret est chercheur au Centre for Sustainable Development de la University of Central Lancashire en Angleterre.

La collection Développements est publiée par les Graduate Institute Publications en coédition avec Karthala. Elle contribue à faire connaître les résultats de recherche de l'Institut sur la base d'une adaptation des meilleures thèses traitant des enjeux du développement sous toutes ses formes. Les Graduate Institute Publications gèrent également trois collections en partenariat avec des éditeurs européens ainsi que trois revues scientifiques, et développent des publications électroniques.

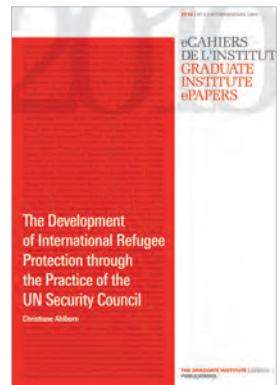
<http://graduateinstitute.ch/publications>

# THE DEVELOPMENT OF INTERNATIONAL REFUGEE PROTECTION THROUGH THE PRACTICE OF THE UN SECURITY COUNCIL

Christiane Ahlborn

This paper examines the ambivalent influence of the UN Security Council's practice on the development of international refugee protection since the early 1990s. While the international refugee protection regime did not originally foresee a role for the Security Council, the increasingly complex security challenges in the post-Cold War era have led to its *de facto* inclusion in the institutional framework of protection. The author concludes that, on balance, the Security Council has made a considerable contribution to the strengthening of international refugee protection by enforcing, developing and even making norms that place the individual at the centre of the international security agenda.

Christiane Ahlborn holds a Master's Degree in International Studies (2009) from the Graduate Institute and a Bachelor's Degree in International Relations (2006) from the University of Dresden (2006). She is working as a PhD researcher at the Amsterdam Center for International Law, University of Amsterdam.



Graduate Institute ePaper 6.  
2010. 132 p.

## RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET MIGRATIONS FORCÉES LE CAS DE TUVALU

Geremia Cometti

L'augmentation de 0,74° Celsius de la température moyenne depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle a déjà provoqué des changements écologiques importants dans la biosphère. Une des conséquences du réchauffement climatique est l'élévation du niveau de la mer. Le point le plus haut de Tuvalu, un petit Etat polynésien formé de neuf atolls, se situe seulement à 4 mètres au-dessus du niveau de la mer et, d'ici 2050, Tuvalu pourrait disparaître sous les suites de la montée des océans. Cette situation pose de nombreux problèmes juridiques, dont le plus évident est la disparition du territoire d'un Etat souverain. En outre, les habitants de Tuvalu, forcés de quitter leur propre pays, ne sont pas reconnus comme réfugiés selon la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés. Par ailleurs, les pays dits développés s'opposent à la reconnaissance juridique de ces migrants forcés. Diverses options se présentent aux habitants de Tuvalu pour obtenir cette reconnaissance. Mais le réchauffement climatique et ses effets sur les populations ne pourront être combattus sans la mobilisation de la communauté internationale.

Geremia Cometti, diplômé de l'Université de Bologne (bachelor en science politique, 2007) et de l'Institut (master en études du développement, 2009), prépare une thèse de doctorat sur le lien entre changement climatique et migration au Pérou.



eCahier de l'Institut 5. 2010. 83 p.



# LE CAMPUS DE LA PAIX



Résidence des étudiants | Horizon 2012



Maison de la paix | Horizon 2013